Nations Unies S/PV.4579



Conseil de sécurité

Cinquante-septième année

Provisoire

4579e séance

Vendredi 19 juillet 2002, à 10 h 15
New York

Président :	Sir Jeremy Greenstock	(Royaume-Uni)
Membres :	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Banoum
	Chine	M. Zhang Yishan
	Colombie	M. Franco
	États-Unis d'Amérique	M. Negroponte
	Fédération de Russie	M. Gatilov
	France	M. Levitte
	Guinée	M. Boubacar Diallo
	Irlande	M. Ryan
	Maurice	M. Koonjul
	Mexique	M. Rodríguez
	Norvège	M. Kolby
	République arabe syrienne	M. Wehbe
	Singapour	M. Mahbubani

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/278)

02-48592 (F)

La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/737)

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Afghanistan, du Canada, du Danemark, de l'Inde, de la République islamique d'Iran, du Japon, de la Malaisie, du Népal, du Pakistan, de la République de Corée, du Tadjikistan, de la Turquie et de l'Ukraine, des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M Farhâdi. (Afghanistan) prend place à la table du Conseil; M. Heinbecker (Canada), Mme Løj (Danemark), M Nambiar (Inde), M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran), M. Ogata (Japon), M. Hasmy (Malaisie), M. Sharma (Népal), M. Khalid (Pakistan), M. Sun (République de Corée), M. Alimou (Tadjikistan), M. Pamir (Turquie) et M. Kuchinsky (Ukraine) occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président *(parle en anglais)* : Conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité est prêt à inviter, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Brahimi à prendre place à la table du Conseil.

J'informe le Conseil que j'ai reçu du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies une lettre datée du 17 juillet 2002 qui se lit comme suit :

> « En ma qualité de Président du Groupe islamique à l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de demander que le Conseil de sécurité invite S. E. M. Mokhtar Lamani, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer sans droit de vote, au titre de l'article 39 du Règlement intérieur du Conseil, à l'examen par le Conseil de «la situation en Afghanistan», le vendredi 19 juillet 2002. »

Cette lettre a été publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/2002/780. S'il n'y a pas d'objection, je vais considérer que le Conseil accepte d'inviter M. Lamani, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Lamani à occuper le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables. Les membres du Conseil sont saisis du rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/737).

À cette séance, le Conseil de sécurité va entendre un exposé de M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan. Il y a eu un certain nombre d'événements qui se sont produits depuis le dernier débat public sur l'Afghanistan en mai, notamment la Loya Jirga d'urgence qui s'est tenue le mois dernier et a été couronnée de succès. Le moment est donc opportun de faire le bilan des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du processus de Bonn et de déterminer quelles devraient être nos priorités à l'avenir. C'est un grand honneur d'avoir le Représentant spécial du Secrétaire général avec nous ce matin, et je voudrais lui rendre hommage, au nom du Conseil, pour l'excellent travail qu'il accomplit pour l'ONU à Kaboul et partout en Afghanistan. Je l'invite maintenant à nous présenter son analyse des récents événements, son évaluation des nombreux défis que

devront relever la communauté internationale et l'Autorité de transition, et ses suggestions sur les meilleures façons de s'attaquer à ces défis.

M. Brahimi *(parle en anglais)* : Plus de cinq mois se sont écoulés depuis la dernière fois que j'ai pris la parole devant le Conseil. Je suis encouragé par l'intérêt continu que le Conseil a porté à la question pendant cette période, et par l'appui qu'il a fourni aux activités de l'ONU en Afghanistan. Je suis tout particulièrement reconnaissant à mon collègue, Sir Kieran Prendergast, qui a régulièrement tenu le Conseil informé de l'évolution de la situation en Afghanistan. Les membres ont également passé en revue le rapport du 11 juillet 2002 du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (S/2002/737). Je suis heureux d'avoir cette occasion de partager quelques impressions sur l'état des choses et sur ce que nous devrions faire à partir de maintenant.

Jusqu'à présent, le processus de paix est sur la bonne voie. Certes, il s'agit d'une paix fragile qui doit être traitée avec beaucoup de soin si l'on ne veut pas qu'elle soit compromise. Toutefois, certains facteurs cruciaux nous permettent de faire preuve d'un optimisme prudent. Premièrement, le peuple d'Afghanistan en a vraiment assez des combats. Après 23 années pendant lesquelles ils ont connu toutes les formes d'effusions de sang et de répression, et ont été témoin de toutes les pertes et les destructions possibles, les Afghans goûtent enfin à la paix. La plupart d'entre eux sont déterminés à faire tout leur possible pour éviter une reprise de la guerre.

Deuxièmement, même s'il y a encore plusieurs individus et factions qui recherchent le pouvoir - et qui sont peut-être prêts à aller très loin pour le prendre ou le garder - jusqu'à maintenant, personne ne s'est retiré du processus de paix.

Troisièmement, l'intérêt de la communauté internationale à l'égard de l'Afghanistan n'a pas diminué, malgré le fait qu'il y a de nombreuses autres crises et causes justes ailleurs dans le monde. Nous sommes particulièrement reconnaissants à la communauté des donateurs pour l'assistance précieuse qu'elle a apportée à l'Administration intérimaire et à ses partenaires de l'ONU et des organisations non gouvernementales dans les domaines suivants : la campagne réussie qui a permis à plus de trois millions d'enfants de retourner à l'école primaire; le retour de plus d'un million de réfugiés et de centaines de milliers de personnes déplacées; la campagne d'élimination du pavot, modeste mais dynamique; le programme réussi de lutte antiacridienne dans le Nord; et la série de campagnes nationales de vaccination qui ont permis de vacciner des millions d'enfants. Nous espérons que grâce au travail patient et inlassable de l'ONU dans ce dernier domaine, la poliomyélite sera complètement éradiquée en Afghanistan d'ici 12 ans.

Enfin, tous les délais fixés dans l'Accord de Bonn ont été respectés. Le plus important était peut-être la convocation de la Loya Jirga d'urgence, car bien des gens pensaient que cet événement n'aurait jamais lieu. Le fait qu'il ait eu lieu, à temps et sans un seul incident en matière de sécurité, constitue en soi une grande réalisation. La Loya Jirga est une institution traditionnelle en Afghanistan qui, dans le passé, n'a jamais été très représentative. Toutefois, cette Loya Jirga, qui s'est déroulée seulement six mois après la fin d'un conflit long et violent, n'avait pas été conçue pour être – et de façon réaliste elle n'aurait pas pu être – un processus totalement démocratique et représentatif. Elle a cependant comporté des éléments démocratiques importants et novateurs. Deux tiers des 1 600 délégués qui ont participé aux travaux de la Loya Jirga ont notamment été choisis par la population elle-même. Les membres représentaient tous les groupes ethniques et politiques. 200 d'entre eux étaient des femmes. Tout cela est sans précédent en Afghanistan. Pendant plus d'une semaine, ces délégués se sont réunis, sans armes, pour commencer à débattre des questions les plus difficiles et les plus litigieuses qui se posent dans le pays créant ainsi de grands espoirs de réconciliation nationale. A tous ces égards, la Loya Jirga, même si elle n'était pas parfaite, a constitué un grand pas en avant dans le processus de paix.

Malgré ces réalisations, des difficultés et des défis innombrables subsistent. Il y a surtout le problème de la sécurité qui est l'un des impératifs les plus fondamentaux pour une paix durable mais qui demeure insaisissable dans de nombreuses régions du pays. Les questions que nous nous posions il y a six mois sur le nombre des Taliban et des membres d'Al Qaeda restant dans le pays et le type de menace qu'ils faisaient peser sur la sécurité et la stabilité du pays demeurent sans réponse. Tant que nous n'aurons pas la preuve du contraire, nous devons supposer que ces groupes constituent encore une menace.

Dans de nombreuses régions du pays, la sécurité reste précaire. Au nord, par exemple, la situation s'est

gravement détériorée ces dernières semaines entraînant le viol collectif tragique d'une travailleuse humanitaire le mois dernier. Depuis janvier, l'ONU fait état de 70 incidents graves concernant des institutions d'aide ou des groupes vulnérables dans la région et liés à l'insécurité. Cette liste ne rend certainement pas compte de l'insécurité qui règne dans certaines régions du pays où les Afghans se mettent perpétuellement à la merci de groupes armés mais où ils doivent vivre.

J'ai abordé la question avec les commandants régionaux du nord à qui j'ai dit nettement qu'ils devaient assumer une responsabilité essentielle pour traduire en justice les criminels et ceux qui enfreignent les droits de l'homme. Je leur ai transmis maintes fois la mise en garde du Secrétaire général qui a dit que la persistance de l'insécurité risquait de décourager les investisseurs potentiels dans la région.

Mais le rétablissement de la sécurité est tributaire de la création d'une armée et d'une police nationales ainsi que d'un programme de démobilisation vigoureux. La réforme qui est proposée pour la Direction nationale de la sécurité (DNS) est tout aussi importante. On a fait état de la mort dans des circonstances suspectes d'un jeune homme détenu par la DNS. C'est inacceptable dans le monde actuel et surtout, c'est inacceptable pour le peuple afghan qui a besoin de se sentir protégé – et non pas menacé – par les services de renseignements et de sécurité de son pays.

Le Président Karzai a signalé que la création d'une armée et d'une police nationales ainsi que la réforme de la DNS faisaient partie de ses priorités absolues pour la période de transition mais il a besoin d'un engagement beaucoup plus ferme de la part des chefs de faction ainsi que d'un appui beaucoup plus déterminé et soutenu de la communauté internationale pour parvenir à ces objectifs.

Nos partenaires américains et allemands ont fait un très bon travail de formation de l'armée et de la police respectivement. Mais avant de hâter cette formation, il est indispensable de veiller à ce qu'une stratégie globale soit mise au point pour ces institutions, la formation n'en étant qu'un élément. Cette stratégie doit emporter l'adhésion tant de l'Administration transitoire que des bailleurs de fonds. Il faut s'assurer que tous les fauteurs de troubles ont été neutralisés ou intégrés au système. Sinon un système national de sécurité n'aurait guère de chances de réussir.

Il est indispensable par exemple que des plans soient mis en place pour démobiliser ceux qui aujourd'hui se disent soldats ou policiers afin de ne pas créer une autre police ou une autre armée dans un pays où il y en a déjà trop. Il doit être établi clairement que les ministères concernés sont déterminés à utiliser des méthodes de recrutement viables et à veiller à ce que ces nouvelles forces soient bien armées et équipées. Il convient enfin de vérifier que les casernes sont bien là pour accueillir les nouvelles recrues et que les ressources sont disponibles pour les rémunérer sur le long terme. Pour ce faire, il est indispensable que les engagements internationaux puissent se traduire en contributions concrètes, tant au Fonds pour l'armée, géré par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qu'au fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public pour les activités de police, géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Tout cela prendra du temps mais du temps bien employé si on aboutit à la création d'institutions vraiment durables. En attendant, il existe une lacune béante dans la sécurité dans le pays, ce qui donne à de nombreux Afghans le sentiment d'être vulnérables et les maintient dans l'incertitude de l'avenir pour eux et leur pays.

Nous avons reconnu à plusieurs reprises que la situation sécuritaire s'était considérablement améliorée à Kaboul en moins de six mois grâce à la présence de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Chaque délégation étrangère qui s'est rendue à Kaboul ces derniers mois a fait l'éloge de ces progrès et reconnu que la situation sécuritaire précaire dans le reste du pays risquait de freiner le progrès politique et celui du relèvement. Pourtant, l'initiative qui améliorerait à coup sûr la situation sécuritaire, à savoir l'élargissement de la FIAS à d'autres régions du pays, ne semble guère avoir d'appui.

Nous continuons de penser que l'élargissement de la FIAS aurait une incidence considérable sur la sécurité et qu'elle pourrait être assurée avec des effectifs et à un coût assez réduits en limitant le danger pour ces forces. Or il a suggéré que des solutions de rechange en matière de sécurité soient proposées et envisagées en attendant la création d'une armée et d'une police nationales. Mais aucune idée de ce type

n'a encore été avancée et même les dispositions très modestes que le Secrétaire général a proposées pour assurer la sécurité pendant la Loya Jirga n'ont pas été appuyées.

Le processus de paix en est à une nouvelle phase et nous devons nous tourner vers de nouvelles tâches. Pendant la période de transition, les dirigeants afghans devront traduire les priorités définies par le Président Karzai en un ensemble d'objectifs réalistes, notamment la bonne gouvernance, le développement des institutions clefs et la mise en oeuvre de projets de relance et de reconstruction. La communauté internationale doit faire ce qu'elle peut pour aider le Gouvernement à fonctionner en organe national cohésif qui parle d'une même voix. L'Autorité intérimaire doit également agir rapidement pour créer une commission constitutionnelle qui entreprendra la tâche délicate d'élaborer la nouvelle constitution du pays.

En ce qui concerne le recensement, qui constitue l'une des requêtes de la communauté internationale dans le cadre de l'Accord de Bonn, les experts nous ont informés qu'il faudrait de trois à cinq ans -- peut-être plus encore dans les circonstances qui règnent en Afghanistan – pour l'achever.

Nous sommes cependant en train de voir si l'on peut réduire ce délai en débloquant un maximum de ressources.

D'autre part, la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques va bientôt entreprendre une évaluation de ce qui sera nécessaire pour commencer la préparation des élections nationales, prévues également dans l'Accord de Bonn.

Pour ce qui est des droits de l'homme et du secteur judiciaire, les commissions prévues à Bonn ont été mises en place et nous espérons qu'elles seront bientôt opérationnelles. Notre objectif est de contribuer à mettre en place les conditions qui permettront aux Afghans une prise en charge totale de ces questions. De toute évidence, la communauté internationale devra fournir une aide importante – aux niveaux financier, technique et politique – pour permettre à ces commissions de s'acquitter de leurs tâches difficiles et délicates, déterminantes pour le retour à la responsabilisation et à la primauté du droit en Afghanistan. Mais le processus doit être conduit et mis en œuvre par les Afghans eux-mêmes.

Nous ne devons pas oublier non plus que la crise humanitaire persiste en Afghanistan et que cette crise risque de durer encore quelque temps. Nous manquons de fonds tout en devant faire face à un nombre record de réfugiés de retour dans le pays, et les services qui devraient leur permettre de se réinstaller dans leurs villes et leurs villages d'origine, au lieu d'affluer vers les grandes agglomérations déjà surpeuplées et surchargées, sont absents pour l'essentiel. Par ailleurs, la sécheresse continue et la sécurité alimentaire des ménages est compromise. Or, dans quelques mois, des millions d'Afghans en situation précaire devront de nouveau à affronter un hiver rigoureux.

Nous devons non seulement aider le Gouvernement afghan à répondre aux besoins humanitaires de la population, mais aussi appuyer les efforts de relèvement et de reconstruction durable. Or le relèvement et la reconstruction tardent à se concrétiser et les engagements pris à Tokyo ne se sont pas encore traduits par une amélioration concrète de la vie de l'Aghan moyen. Parallèlement, l'Administration intérimaire prévoit une grave crise en ce qui concerne sa capacité de faire face aux dépenses courantes au-delà des quatre à six prochains mois.

Ainsi, tout en reconnaissant que la communauté des donateurs s'est montrée extrêmement généreuse jusqu'à présent, et tout en reconnaissant que les effets de la plupart des projets de relance et de reconstruction ne peuvent se voir immédiatement, il reste essentiel de maintenir l'engagement actuel et de concrétiser d'urgence les promesses déjà faites. Je sais que nos préoccupations sur cette question sont partagées par l'ACBAR, organe de coordination des plus importantes organisations non gouvernementales afghanes et internationales opérant en Afghanistan. Les réunions récentes du comité directeur pour la reconstruction de l'Afghanistan, du Groupe d'appui à l'Afghanistan et du G-8 indiquent que la communauté des donateurs entend maintenir le cap et veiller à ce que l'Afghanistan n'ait pas à subir de retards paralysants au niveau de l'acheminement des produits de première nécessité dans les régions et vers les populations qui en ont le plus besoin.

En ce qui concerne la structure de la MANUA, le principe sous=-jacent de la Mission est toujours le même : d'une part, l'intégration, de façon à ce que les activités politiques soient étroitement liées aux secteurs chargés des secours, du relèvement et de la reconstruction ainsi qu'aux quatre domaines

transsectoriels : les femmes, les droits de l'homme, la primauté du droit et la démobilisation. D'autre part, la Mission doit s'efforcer de renforcer les capacités afghanes et comporter le moins possible d'éléments étrangers, de façon à ce que les Afghans puissent assumer la plupart des fonctions que nous assumons aujourd'hui, le plus tôt possible.

L'intégration se fait déjà, mais il faut en accélérer le rythme. Les règles et règlements, différents et parfois contradictoires, des fonctions « maintien de la paix », « politique » et « aide humanitaire » des Nations Unies ont rendu le processus d'intégration encore plus délicat.

Ce fut un processus d'apprentissage pour nous, mais je crois que l'ensemble de la famille des Nations Unies a la volonté de veiller à ce que les activités de l'Organisation renforcent les capacités afghanes – et pas seulement nos propres capacités institutionnelles – et deuxièmement, que nous répondions aux priorités énoncées dans le cadre de développement national de l'Administration intérimaire, et pas seulement à nos propres ordres du jour ou à nos priorités.

Nous avons consenti beaucoup d'efforts pour donner une direction stratégique claire à tous nos efforts de relèvement, de secours et de reconstruction. La nomination en mai dernier de secrétariats de programmes a été un élément essentiel de cet effort pour réunir les institutions et les donateurs au sein de groupes de programmes et pour aider l'Administration à savoir quelles ressources arrivent dans le pays, et qui est responsable de quoi, à quel endroit. Mais assurer une meilleure gestion et une meilleure circulation de l'information reste une tâche à laquelle doit s'atteler la MANUA avec ses partenaires dans les semaines et les mois à venir.

En ce qui concerne la discrétion de notre présence, des progrès ont été accomplis, mais je pense que nous devons continuer de veiller à acheminer nos services vers la population afghane à un coût encore inférieur. Chaque élément du système des Nations Unies doit donc se demander en permanence si sa participation à un secteur donné repose sur l'atout comparatif qu'il représente en la matière.

L'Administration de transition est préoccupée par le fait que les donateurs continuent d'hésiter à confier des ressources financières importantes directement au budget national, et continuent de faire parvenir l'essentiel de leur aide par le canal de l'ONU et des organisations non gouvernementales. Un élément clef du rôle de la MANUA au cours des 18 prochains mois sera d'aider à renforcer la capacité nationale et la confiance dans les systèmes de gouvernance de façon à ce que l'aide internationale parvienne plus directement à l'Administration afghane et aux organisations de la société civile, pour alléger la présence des Nations Unies tout en la rendant plus efficace. Cela a déjà été accompli dans le domaine du déminage, ce qui constitue un exemple encourageant pour le reste de la famille des Nations Unies.

Pour réussir cela sur tous les plans, nous prévoyons de mettre tout particulièrement l'accent sur le développement des capacités au sein des administrations centrale et provinciales, et d'augmenter le nombre des administrateurs afghans dans le système des Nations Unies. Cela contribuerait grandement à la réalisation des objectifs sur lesquels repose la structure de la MANUA.

Le regretté Haji Abdul Qadir a joué un rôle extrêmement positif pendant la Loya Jirga et le soutien qu'il a apporté à sa ville natale de Jalalabad a été décisif pour le succès des phases préparatoires. Nous comptions sur sa contribution à la phase suivante du processus de paix, comme Vice-Président de l'Administration de transition. Il laissera un grand vide. Son tragique assassinat nous rappelle que, quels que soient les acquis obtenus en Afghanistan, un acte isolé, un événement unique peut encore faire trembler les personnages les plus puissants d'Afghanistan et déstabiliser gravement la situation.

Jusqu'à présent, nous avons eu de la chance, car de tels événements ont été rares. Mais à mesure que le processus de paix progresse, nous devons nous préparer à d'autres revers, peut-être même à d'autres crises, car une situation aussi complexe que la situation afghane ne permet pas de règlement rapide et facile. Et il faut répondre aux tragédies telles que l'assassinat de Haji Qadir par une coopération encore plus résolue avec le peuple afghan et les dirigeants qui, aux côtés d'Hamid Karzai, se sont engagés dans le processus de paix.

Ashraf Ghani, nouveau Ministre afghan des finances, nous a rappelé la semaine dernière à Genève lors de la réunion du Groupe d'appui à l'Afghanistan, que, à la suite de la création de l'Administration transitoire, l'Afghanistan était à un carrefour. Nous en avons atteint bien d'autres au cours des mois passés

depuis Bonn, et j'espère que nous avons pris la bonne route la plupart du temps.

Le problème qui se pose à nous à présent est de prouver au peuple afghan que nous ne nous désengagerons pas avant d'avoir tenu les promesses que nous lui avons faites, et que les obstacles ne nous feront pas reculer. Nous devons cela au peuple Afghan, et à la sécurité régionale et mondiale, car nous ne savons que trop que l'instabilité dans cette partie reculée du monde peut avoir des répercussions bien au-delà des frontières de l'Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie chaleureusement le Représentant spécial pour ce très important exposé, qui contient des messages auxquels les membres du Conseil porteront une attention particulière.

M. Mahbubani (Singapour) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, j'ai un texte sous les yeux, mais, comme vous l'avez dit, l'Ambassadeur Brahimi a transmis des messages très importants, auxquels il nous faut répondre. Je vais donc m'écarter un peu de mon texte et je vous prie de m'excuser si mes propos peuvent paraître un peu hachés. Mais il y a essentiellement trois ou quatre points que je voudrais souligner.

D'abord je voudrais remercier l'Ambassadeur Brahimi et son équipe pour le bon travail qu'ils ont fait en Afghanistan. Féliciter est normalement ce que notre travail a de plus facile. Mais parce que nous félicitons chaque Représentant spécial du Secrétaire général qui vient nous parler, nos compliments deviennent si rabattus. Or cherchant mes mots, j'ai trouvé secours dans le rapport du Secrétaire général, là où il dit que

> « Ces six derniers mois, les membres du personnel de la MANUA, sous la direction sage et inspirée de Lakhdar Brahimi, ont travaillé de longues heures sous pression et sans relâche, dans des conditions difficiles. Ils ont toutefois obtenu de bons résultats dans toutes leurs activités (politique, humanitaire, développement, logistique, administration). J'attends avec impatience la poursuite du succès de cette très importante mission » (*S/2002/737, par. 71*).

Je pense que c'est un euphémisme de la part du Secrétaire général. Je dis cela ayant pris note des points soulevés par l'Ambassadeur Brahimi. Premièrement, il a dit que la MANUA avait accompli tout cela avec un personnel expatrié très réduit. Deuxièmement, il a parlé de la difficulté non seulement d'avoir à travailler avec une solution politique manifestement complexe en Afghanistan, mais aussi de celle de tenter d'intégrer la famille des Nations Unies en Afghanistan. Pour tout ce qu'il a fait, nous tenons vraiment à féliciter l'Ambassadeur Brahimi.

Mon deuxième point concerne la situation politique. Le rapport du Secrétaire général du 11 juillet 2002 sur la situation récente en Afghanistan et ses implications pour la paix et la sécurité internationales, ainsi que l'exposé de l'Ambassadeur Brahimi font, de manière équilibrée et réaliste, le point des questions en Afghanistan. Nous espérons qu'ils seront examinés même après ces séances. Un point remarquable dont il nous faut prendre note est que, malgré les délais ambitieux fixés par l'Accord de Bonn, et les difficultés de fond issues de nombreuses années de guerre et d'abandon, le processus de Bonn est largement resté en train.

Le grand succès de tout cela a été la convocation de la Loya Jirga d'urgence. Nous pouvons souligner ses imperfections. Mais, comme l'a dit l'Ambassadeur Brahimi il y a quelques minutes, elle a été un événement dont beaucoup de gens doutaient qu'il aurait jamais lieu. Le fait qu'il a eu lieu, dans les délais, et sans aucune atteinte à la sécurité, est un grand succès. Je souscris totalement à l'évaluation de l'Ambassadeur. Il est certain que la Loya Jirga a fait beaucoup pour donner le jour à une Autorité transitoire plus équilibrée, plus diverse et plus représentative en Afghanistan. C'est un résultat qui provient de la participation et des apports afghans. Nous pensons que la Loya Jirga a peut-être même jeté les bases d'un changement – comme l'a indiqué le Secrétaire général dans le rapport, elle « a notamment permis d'imposer un nouveau critère de légitimité qui pourrait s'énoncer ainsi : le pouvoir doit naître de la participation populaire plutôt que de la puissance militaire » (*S/2002/737, par. 42*).

Nous savons tous, malgré ces réalisations, que des problèmes considérables subsistent. L'Ambassadeur Brahimi les a en effet énoncés dans ses propos d'aujourd'hui. Le premier et le plus important se retrouve dans le fait qu'il existe dans l'Afghanistan actuel une infrastructure de pouvoirs issue de deux ou trois décennies de conflits. Nous parlons de toutes les factions armées dans diverses régions du pays. Notre problème à présent est d'essayer de la persuader de

s'associer au processus politique central dans le pays. Heureusement, comme nous l'a dit l'Ambassadeur Brahimi, « jusqu'à maintenant, personne ne s'est retiré du processus de paix ». C'est une bonne nouvelle mais ce n'est pas assez. Le défi est de passer à la prochaine étape, d'intégrer et de tenter de persuader ces dirigeants militaires régionaux que leur intérêt à long terme est de remettre aux autorités centrales les pouvoirs économiques et politiques qu'ils ont dans leur propre région. C'est l'un des appels que je voulais lancer.

Je voulais lancer trois autres appels : premièrement, appeler le Président Hamid Karzai, après avoir reçu le vote de confiance manifeste de la Loya Jirga d'urgence, à redoubler ses efforts pour étendre l'autorité de l'Administration transitoire au-delà de Kaboul ; deuxièmement, appeler la diaspora afghane à répondre à l'appel du Président Karzai pour rentrer l'aider reconstruire le pays, ce qui serait bien plus utile à l'Afghanistan que les critiques faites de loin ; et troisièmement, appeler les délégués afghans qui ont participé à la Loya Jirga d'urgence, et qui ont montré un courage politique et une maturité considérables, à continuer à faire montre du même degré d'engagement dans les mois et les années à venir.

Ayant lancé ces appels, je me rends compte qu'ils ne peuvent être crédibles que si nous pouvons d'une façon ou d'une autre répondre aux préoccupations de ceux à qui ils sont adressés. L'Ambassadeur Brahimi vient de nous dire que la plus saillante d'entre elles était la sécurité, qui est un des préalables vitaux à une paix durable, mais qui est demeurée fugace dans bien des régions du pays. Je pense que c'est peut-être le message principal que l'Ambassadeur Brahimi essayait de nous transmettre. Comme il l'a dit dans ses propos, l'assassinat récent du Vice-Président Haji Abdul Qadir a certainement causé des frissons en Afghanistan.

J'ai été aussi très troublé par ce qu'a dit l'Ambassadeur Brahimi des intimidations impliquant la Direction nationale de la sécurité. Il a parlé d'un jeune homme qui est mort suite à un interrogatoire. Je ne sais pas si l'Ambassadeur répondra aux questions plus tard. Si oui, peut-il nous dire comment nous pouvons essayer de faire que la Direction nationale de la sécurité, dont je crois comprendre qu'elle inspire une grande frayeur à Kaboul même et ailleurs en Afghanistan, devienne un peu plus ouverte et responsable, afin de n'être pas vue comme une force négative en Afghanistan ? Mais ce n'est qu'une petite partie du tableau.

La perspective plus large concerne le problème d'établir la sécurité non seulement à Kaboul mais dans tout l'Afghanistan. Nous sommes heureux que l'Ambassadeur Brahimi ait appliqué les règles du rapport Brahimi lorsqu'il nous a parlé aujourd'hui pour dire au Conseil de sécurité « ce qu'il doit savoir plutôt que ce qu'il veut entendre » (*S/2000/809, par. 64*).

J'ai pensé que c'était très courageux de la part de l'Ambassadeur Brahimi, et également du Secrétaire général, de présenter des arguments très puissants en faveur de la possibilité d'une expansion de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dans d'autres parties du pays.

J'espère que le Conseil prendra note de ce qu'il a dit après avoir recommandé l'expansion de la FIAS :

> « Nous continuons de penser que l'élargissement de la FIAS aurait une incidence considérable sur la sécurité et qu'elle pourrait être assurée par des effectifs assez peu nombreux à un coût assez réduit et avec peu de danger ... » (voir ci-dessus)

C'est un argument plutôt convaincant que l'Ambassadeur Brahimi nous avance. Je devine que je ne dévoile aucun secret en révélant que certaines personnes seront sceptiques sur la recommandation qu'il a faite, mais je lui demanderais si, dans sa réponse, il pourrait souligner cet aspect. En effet, la plupart d'entre nous comprennent et appuient sa requête et, s'il pouvait développer davantage cet aspect, les arguments en faveur de l'expansion de la FIAS au delà de Kaboul pourraient l'emporter, espérons-le, au cours de ce débat.

Bien entendu, comme je l'ai déjà dit, tous les appels lancés par l'entremise des commandants régionaux pour se rallier au processus politique dominant, l'appel au Président Karzai pour étendre son autorité – tout ceci dépend du rétablissement de la sécurité. J'espère qu'au cours de la séance, nous manifesterons un ferme appui à l'appel que nous a lancé l'Ambassadeur Brahimi.

Enfin, j'aimerais dire quelques mots sur la situation humanitaire. Là, bien entendu, nous savons tous que nous avons évité le pire en ce qui concerne la situation humanitaire en Afghanistan, il reste cependant encore beaucoup à accomplir en matière

d'aide humanitaire, de redressement et de reconstruction.

Nous savons tous que la communauté des donateurs a fait des promesses de contribution généreuses à la Conférence des donateurs de Tokyo mais, une fois encore, comme vient de nous le dire l'Ambassadeur Brahimi, il demande que les promesses faites se traduisent dans les actes. J'espère que ceux-ci suivront.

Pour terminer, je souhaite faire deux observations. La première vise à souligner ce qu'a dit l'Ambassadeur Brahimi dans ses conclusions :

> « La tâche qui se pose à nous à présent est de prouver au peuple afghan que nous ne nous désengagerons pas jusqu'à ce que nous ayons rempli les promesses que nous lui avons faites, et que nous ne laisserons pas les obstacles nous faire reculer. Nous devons cela au peuple afghan, et à la sécurité régionale et mondiale... » (voir ci-dessus)

Je me réjouis qu'il ait ajouté une dernière phrase importante en disant :

> « car nous ne savons que trop bien que l'instabilité dans cette partie reculée du monde peut avoir de graves répercussions bien au-delà des frontières de l'Afghanistan »

Nous souscrivons à cette conclusion.

Je souhaite aborder un autre point. La pensée m'a frappé en écoutant l'Ambassadeur Brahimi, que la leçon principale que nous pouvons tirer du dernier exemple donné par l'Afghanistan est peut-être que, même dans un pays comme l'Afghanistan, qui a souffert de décennies de conflit et qui est connu pour ses traditions martiales et tout ce que cela comporte, il existe vraiment dans la population un désir ardent de paix. Si la communauté internationale peut leur accorder une aide, fût-ce la plus maigre, ils veulent saisir cette occasion et reprendre une vie normale et pacifique.

Si, d'une certaine façon, nous pouvons réussir à abolir des décennies de conflit dans un pays comme l'Afghanistan, imaginez l'impact que cela aurait sur l'esprit des habitants d'autres pays qui ont connu bien moins de conflits mais qui veulent aussi retrouver une vie normale. Ainsi, si nous pouvons, avec une légère empreinte d'origine étrangère, redresser la situation en Afghanistan, imaginez ce que nous pouvons faire dans d'autres pays du monde.

Le Président *(parle en anglais)* : Je reviendrai effectivement à l'Ambassadeur Brahimi, probablement une fois avant de lever la session du matin et puis à la fin du débat, s'il peut rester si longtemps parmi nous.

M. Tafrov (Bulgarie) : Monsieur le Président, je voudrais joindre la voix de la Bulgarie à vos remerciements et à votre gratitude à l'Ambassadeur Brahimi et son équipe pour l'extraordinaire travail qu'ils accomplissent en Afghanistan pour l'Organisation des Nations Unies et pour la communauté internationale.

La grande réussite que représente la Loya Jirga est bien sûr un signe de la volonté des Afghans eux-mêmes de reprendre en main leur pays mais ce succès est aussi dû au doigté et à la sagesse de Lakhdar Brahimi et la Bulgarie vous en remercie chaleureusement, Monsieur le Président.

La Bulgarie étant un pays associé à l'Union européenne se rallie pleinement à la déclaration qui sera faite tout à l'heure par l'Ambassadeur du Danemark au nom de l'Union européenne.

Je voudrais faire quelques brefs commentaires à titre national.

Comme je viens de le dire, le grand événement en Afghanistan qui nous rend optimistes pour l'avenir de ce pays martyr est la réussite de la Loya Jirga qui est une institution traditionnelle afghane et une expression de la volonté des Afghans de vivre en paix et dans une bonne entente. L'étonnant succès de la Loya Jirga doit être salué et ceci, malgré les différentes tentatives d'intimidation et voire d'atteintes directes au processus politique.

La Loya Jirga a donné lieu à un vrai débat politique entre Afghans. Et l'élection du maréchal - comme on dit en français - d'Hamid Karzai à la tête de l'administration de transition est un événement extrêmement positif. Sans aucun doute, le Président Karzai est l'homme de la situation en Afghanistan et nous lui souhaitons bonne chance dans ses efforts pour reconstruire son pays.

Le rôle de la force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) à Kabul est difficilement exagéré. Nous saluons la manière ordonnée dont le commandement du Royaume-Uni a été remplacé celui de la Turquie et

nous pensons que l'ordre donné par le général Zorlu d'établir un contrôle sur la région au Nord de Kaboul est une bonne chose et contribuera à améliorer la sécurité dans la capitale afghane et en particulier la sécurité de l'aéroport international.

Comme l'a dit l'Ambassadeur Brahimi, c'est maintenant l'heure d'établir et de construire les institutions afghanes. Cette tâche est très importante. Là, où la communauté internationale doit vraiment aider est la création d'une vrai armée nationale et d'une vraie police nationale - des forces de sécurité dignes de ce nom. La Bulgarie participe à cet effort international. Je dois informer le Conseil qu'hier, le Gouvernement bulgare a pris une décision dans le sens de fournir des équipements militaires à la renaissante armée afghane et cet effort de mon pays va continuer dans l'avenir.

Je remarque uniquement au passage que nous soutenons l'approche qui est celle de l'ONU concernant les forces de sécurité afghanes à assurer une représentativité multiethnique, équilibrée au sein de ses institutions importantes de l'État afghan.

La Bulgarie condamne sans appel l'acte terroriste qui a entraîné la mort du Vice-Président, Hadji Abdoul Qadir. Cet assassinat montre combien le processus politique est fragile en Afghanistan, et combien la communauté internationale doit continuer à être engagée pour aider ce processus.

Nous voudrions attirer une fois de plus l'attention du Conseil sur l'importance de la lutte contre les cultures qui permettent la production de drogues. Mon pays se trouve sur le chemin même du trafic de drogues qui provient largement de ce pays. On remarque quelques premières réussites dans ce domaine, et on s'en félicite.

Pour terminer, je voudrais rappeler que la Bulgarie a décidé de proroger le mandat de son contingent au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité, pour six mois à compter du 20 juin. La Bulgarie a rétabli sa présence diplomatique permanente à Kaboul depuis deux mois. Elle fait des efforts bilatéraux pour aider davantage nos amis afghans, notamment dans le domaine de l'énergie où nous développons une coopération importante. Une délégation d'experts bulgares est en visite actuellement à Kaboul pour étudier des plans dans ce sens.

M. Negroponte (États-Unis d'Amérique) *(parle en anglais)* : Je suis heureux de m'associer à vous ainsi qu'aux autres délégations, Monsieur le Président, pour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Brahimi une fois de plus au Conseil. Je voudrais personnellement exprimer mon respect et mon admiration pour ce qu'il a accompli depuis sa dernière visite ici. Je pense que le travail qu'il a fait est vraiment remarquable, et que les progrès réalisés en Afghanistan tiennent pour beaucoup à ses efforts et à son excellent jugement.

Cela dit, et malgré nos progrès, je crois que nous admettons tous qu'il reste beaucoup à faire. Les États-Unis continuent de se concentrer en Afghanistan sur la guerre au terrorisme. Les quelque 8 000 soldats de la coalition en Afghanistan s'efforcent de détruire les vestiges d'Al-Qaida. Avec nos partenaires de la coalition, nous avons réussi à vaincre le régime barbare, qui abritait le réseau Al-Qaida, et nous avons réussi à tuer ou à capturer un peu moins de la moitié de la trentaine des mesures de l'organisation Al-Qaida. Beaucoup d'autres sont en fuite. Les succès militaires en Afghanistan ont contribué à un plus grand succès pour trouver les terroristes ailleurs dans le monde. Mais, bien que ces faits nouveaux soient encourageants, il faut nous souvenir qu'Al-Qaida reste dangereux et actif et représente encore une menace. La stabilité à long terme de l'Afghanistan est la meilleure garantie que ce pays ne redeviendra pas un pays proscrit qui donne asile aux terroristes.

Afin de concrétiser la vision d'un Afghanistan stable, les États-Unis se sont également attachés à y mettre en place un appareil sécuritaire responsable et efficace, à y favoriser la gouvernance interne et à encourager l'aide humanitaire et au développement. L'armature dorsale de l'appareil sécuritaire en Afghanistan doit en dernière analyse être l'armée nationale afghane. Nous avons plus de 250 formateurs militaires venus des États-Unis et de France qui travaillent étroitement avec les Afghans à former l'armée afghane. Les premier et deuxième bataillons font leurs classes. Le premier les aura terminées la semaine prochaine, et le troisième va les commencer avant la fin de juillet.

Je voudrais exprimer dans ce contexte notre reconnaissance aux pays qui ont accepté de souscrire au Fonds d'affectation spéciale pour l'armée nationale afghane. Nous apprécions fort les contributions importantes du Luxembourg, ainsi que la promesse généreuse de la Finlande à ce fonds. En outre, le Royaume-Uni, la Turquie, la Bulgarie, la Pologne, la République de Corée, l'Inde et la Roumanie

contribuent à l'effort de formation par du personnel, des fonds ou du matériel. Mais les efforts de la communauté internationale pour former et équiper une nouvelle armée ne suffisent pas. Comme le Conseil l'a dit bien des fois, la solution-clé au problème de sécurité de l'Afghanistan dépend des Afghans eux-mêmes. À cette fin, certaines réformes sont essentielles.

L'Administration de transition doit créer un Ministère de la défense et une armée nationale qui soient représentatifs, multiethniques et apolitiques, au service de tous les Afghans. Les Afghans doivent travailler ensemble afin d'éviter le retour de la violence qui a sévi récemment dans le nord, et en plus tolérer la violence qui s'est manifestée par l'assassinat affreux du Vice-Président Hadji Abdoul Qadir. Les États-Unis appuient vigoureusement les efforts du Président Karzaï pour mettre en place un conseil national de la défense englobant tous les grands ministères, qui fourniront une direction à la sécurité nationale globale. La mise au point d'un plan intégré de démobilisation des milices régionales et l'absorption de certains de leurs éléments dans une armée nationale sont une étape cruciale. Nous nous félicitons de la contribution très positive du Japon visant à établir un registre pour la paix et un programme de démobilisation visant à réduire les milices régionales.

Nous continuons d'appuyer vigoureusement les efforts d'institutions des Nations Unies pour apporter une aide humanitaire et à la reconstruction. L'effort de reconstruction doit renforcer et légitimer l'Autorité de transition. Parallèlement, nous devons renforcer la capacité de l'Autorité de transition pour absorber et gérer l'assistance de manière transparente. Alors que nous passons d'une crise humanitaire aiguë à un projet de reconstruction à long terme, l'Autorité de transition, les États-Unis et la communauté internationale étudient les moyens de mieux hiérarchiser et coordonner l'assistance. La semaine dernière, aux réunions de Paris et de Genève, nous avons vu comment mieux coordonner les programmes internationaux. Je signale, à cette occasion, que l'aide humanitaire totale des États-Unis en 2001 et en 2002 s'élève à plus de 633 millions de dollars.

Enfin, je voudrais encore féliciter de leur dévouement et de leurs succès le Représentant spécial et ses collègues de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Ils ont réussi à lancer un processus extraordinaire en Afghanistan, et ils méritent des éloges pour le bon travail qu'ils ont fait.

M. Ryan (Irlande) *(parle en anglais)* : Je remercie le Représentant spécial Brahimi de son exposé détaillé. Nous sommes très heureux de l'accueillir aujourd'hui, au moment où nous envisageons la prochaine phase de l'action de la communauté internationale en Afghanistan. Ma délégation le remercie, et remercie par son intermédiaire le personnel de l'ONU en Afghanistan, pour la contribution remarquable et soutenue de l'ONU en vue de rétablir l'espoir et la confiance en Afghanistan. Il y a maintenant des fondations de plus en plus solides sur lesquelles nous allons tous continuer d'édifier.

Nous voudrions également remercier le Secrétaire général de son rapport complet sur la situation (S/2002/737), dans lequel il décrit très clairement les problèmes qui se posent à nous. Ma délégation souscrit pleinement à la déclaration qui sera faite sous peu par le Représentant permanent du Danemark au nom de l'Union européenne.

L'Accord de Bonn que des représentants afghans ont conclu en décembre dernier a permis de franchir un seuil critique à un moment où l'Afghanistan allait sombrer dans le chaos total. Le Président Karzai et l'Autorité intérimaire se sont alors attaqués à la très difficile tâche de coordonner la reconstruction de l'Afghanistan, y compris la mise en place d'institutions politiques et la création d'un processus conçu, historiquement, pour permettre aux Afghans moyens d'exprimer leurs vues. Il s'agit de réalisations importantes, vu la situation de l'Afghanistan à l'automne dernier.

Même s'il y a pu y avoir, dans le processus de la Loya Jirga, des imperfections instructives pour nous tous, le simple fait qu'elle a eu lieu et qu'elle a produit un résultat net témoigne de la volonté de l'écrasante majorité des Afghans de rompre avec le passé et d'entreprendre l'élaboration d'un cadre politique en vue de créer une société inclusive et multiethnique.

Il est maintenant essentiel que l'Administration de transition étende son autorité à l'ensemble de l'Afghanistan, renforce sa légitimité et montre à la population de toutes les régions du pays les bienfaits de la paix pour tous.

Malgré l'issue positive de la Loya Jirga d'urgence, il y a en Afghanistan des éléments à l'affût et peut-être encore à la recherche de leur avantage personnel selon leurs optiques diverses, ce qui aurait pour effet collectif de soutenir une action nuisible à l'édification d'une paix véritable et durable dans le pays. Nous devons veiller à ce que ces éléments n'aient aucune perspective de succès.

Nous condamnons sans réserve l'assassinat du Vice-Président Hadji Abdoul Qadir. Cette horrible tragédie a provoqué un spasme flagrant dans le processus politique en cours en Afghanistan. Toutefois, nous trouvons très encourageant le calme tenace d'un peuple qui a refusé de faire le jeu des assassins. L'Administration de transition doit maintenant mener une enquête complète et transparente sur cet assassinat. Traduire en justice, si possible, les auteurs de cet acte apaiserait les inquiétudes des Afghans moyens qui continuent de craindre que le pays ne retombe dans un cycle de violence qui s'est avéré si destructeur en plusieurs décennies.

D'autres violences politiques notoires doivent aussi faire l'objet d'enquêtes complètes, y compris la mort du Ministre de l'aviation civile et du tourisme en février dernier. En Afghanistan, comme ailleurs, la violence et l'impunité doivent être attaquées de front avec tout le poids des normes et de l'autorité juridiques, morales et politiques internationales. L'Administration de transition représente une étape extrêmement importante sur la voie d'un régime plus représentatif en Afghanistan. On a rendu sa voix politique au peuple, après un silence trop long.. Il est crucial que ses vues et ses idées soient entendues et intégrées au moment où nous commençons à préparer les élections qui auront lieu dans 18 mois.

La Loya Jirga a offert une occasion spéciale aux femmes de participer de nouveau au processus politique. Même si cela n'a peut-être été qu'un tout petit pas en avant, c'est néanmoins un pas mesurable et important. Nous avons hâte de voir les femmes participer en grand nombre au processus de consultation qui précédera les élections.

La Loya Jirga ayant abouti, il est crucial que les donateurs respectent leur engagement envers l'Afghanistan, en particulier en versant les dons promis lors de la Conférence de Tokyo. Les besoins persistants en Afghanistan demeurent énormes, et les versements sont encore bien loin des promesses, comme M. Brahimi l'a souligné. L'Irlande a déjà versé près de la moitié des 12 millions d'euros qu'elle a promis à la Conférence de Tokyo, engagement qui s'étend sur quelques années, outre les plus de 2 millions d'euros d'aide d'urgence accordés jusqu'ici cette année. Il est essentiel que le versement de l'aide à la reconstruction ait lieu en temps utile si l'on veut que la population afghane voie les bienfaits de la paix. Comme Lakhdar Brahimi l'a dit à plusieurs reprises, si la communauté internationale ne verse pas rapidement les millions déjà promis, les milliards de l'avenir seront vains.

En plus de l'énorme projet de reconstruction de l'Afghanistan, il y a des besoins humanitaires graves et persistants dans le pays, qui doivent demeurer une priorité pour les donateurs. Les insuffisances de fonds ont eu un impact réel sur le travail de l'ONU et d'autres institutions, comme le Programme alimentaire mondial et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dont les réalisations exceptionnelles jusqu'ici auront peu d'importance à l'avenir si le financement n'est pas soutenu.

Nous avons reçu des informations continues et très encourageantes concernant le retour des réfugiés et des personnes déplacées : plus de 1,2 million de réfugiés sont rentrés en Afghanistan cette année. Toutefois, le manque de fonds menace l'aide offerte à ceux qui rentrent maintenant et à ceux qui, d'après les prévisions actuelles, continueront de rentrer en très grand nombre dans les mois à venir.

L'Irlande vient de faire une contribution à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Le déploiement de la FIAS a eu, sur la sécurité de Kaboul et alentours, une incidence profonde, manifeste même avant son déploiement complet. La présence de la FIAS a été un pilier important pour le début des activités de reconstruction. Toutefois, la sécurité, comme le Représentant spécial Brahimi l'a bien dit ce matin, demeure beaucoup plus fragile dans d'autres parties de l'Afghanistan, et en particulier dans le nord du pays. L'insécurité menace sérieusement les efforts de secours et de reconstruction, selon l'avis informé de M. Brahimi.

Nous condamnons sans réserve les attaques contre des organisations d'aide internationale ces dernières semaines, notamment l'attaque atroce perpétrée contre une travailleuse humanitaire. Nous demandons à l'Administration de transition et aux

dirigeants locaux de prendre des mesures concrètes pour prévenir ce genre d'attaque.

De façon plus générale, il importe que les avantages de la stabilité, y compris la reconstruction, se fassent sentir dans tout l'Afghanistan. Nous sommes reconnaissants au Royaume-Uni d'avoir dirigé la FIAS en ses six premiers mois d'existence. Nous sommes aussi très reconnaissants à la Turquie d'avoir accepté de prendre la relève à cet égard. Nous avons hâte de continuer de collaborer avec elle et avec les autres participants à la FIAS qui en ont assuré le succès jusqu'ici.

Nous nous félicitons de la réunion qui a eu lieu à Paris la semaine dernière, dans le cadre du G-8 élargi, et qui a été une occasion précieuse de faire le point dans des secteurs clefs de sécurité. Nous sommes très reconnaissants aux nations chefs de file, ainsi qu'à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour leurs efforts dans de multiples domaines. Comme beaucoup d'autres pays, nous restons soucieux du peu de participation dans certains programmes de formation militaire, ce qui fait reculer encore davantage la date où une armée nationale afghane inclusive pourra commencer à assumer la responsabilité des besoins de sécurité du pays.

Nous attendons avec intérêt d'autres détails concernant les réunions à Kaboul sur des domaines précis, et nous nous félicitons de l'initiative du Royaume-Uni de convoquer la semaine prochaine une réunion sur la répression des drogues. Comme le Représentant spécial Brahimi l'a dit très nettement ce matin, il y a d'énormes défis à relever, au moment où le gouvernement de transition entreprend ses travaux et où la reconstruction de l'Afghanistan commence sérieusement. Aucun de nous ne sous-estime ces défis ni le risque constant d'une rechute dans la situation de l'Afghanistan. Nous devons continuer de réaffirmer notre engagement constant envers lui et notre objectif commun de rompre ensemble avec le passé et d'édifier ensemble un Afghanistan pacifique et stable, pour le bien de son peuple et des autres peuples de la région.

M. Rodriguez (Mexique) *(parle en espagnol)* : Je m'associe aux remerciements sincères et bien mérités que les délégations qui m'ont précédé ont exprimés à M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, pour son remarquable travail dans ce pays. Notre reconnaissance va à tout le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et des autres institutions qui participent à la reconstruction de l'Afghanistan.

Il serait très difficile d'évaluer le travail de l'Autorité intérimaire puisqu'elle vient d'entamer ses travaux. L'assassinat récent du Vice-Président M. Haji Abdul Qadir, deuxième mort violente d'une personnalité afghane en moins de six mois illustre les défis sérieux que cette administration doit relever. Nous condamnons ces attaques ainsi que celles qui ont été commises contre le personnel humanitaire en Afghanistan.

Le Mexique considère que l'issue encourageante de la Loya Jirga d'urgence et les espoirs que le peuple afghan a placés dans ce processus doivent faire l'objet d'une réponse de la communauté internationale. Des défis importants restent certes à relever, notamment la démobilisation et la réintégration des anciens combattants ; la protection et l'application des droits fondamentaux, particulièrement ceux des femmes; la reconstruction et la réorientation de l'économie, notamment dans le secteur agricole et tout particulièrement l'intégration productive de centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées. Cette tâche immense exigera que la communauté internationale déploie ses efforts et ses ressources pendant bien des années encore.

Il nous semble que la capacité de l'ONU et de la communauté internationale pour poursuivre l'élargissement des activités humanitaires dans une zone de guerre telle que l'Afghanistan a atteint ses limites. Une nouvelle crise humanitaire, causée par une catastrophe naturelle ou un conflit militaire, dépasserait assurément la capacité des organisations et de la communauté internationales en général. Le Mexique réitère sa reconnaissance aux pays donateurs et à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui rendent possible la grande tâche humanitaire assumée par la communauté internationale en Afghanistan. Nous remercions notamment la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) de son travail de coordination.

M. Kolby (Norvège) (parle en anglais) : Je me réjouis de l'achèvement réussi de la Loya Jirga, étape majeure dans l'application de l'Accord de Bonn et donc pas en avant vers l'établissement d'une démocratie stable et durable en Afghanistan. A cette occasion, j'aimerais également rendre hommage à

l'Ambassadeur Brahimi et à son personnel pour le rôle très important et remarquable qu'ils jouent par le truchement de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je salue son évaluation selon laquelle le processus de paix est en bonne voie. Je prends également note de ce qui, selon lui, il s'agissait additionnelle selon laquelle il s'agit d'une paix fragile qu'il convient de ne pas malmener.

L'assassinat tragique récent du Vice-Président Haji Abdul Kadir illustre bien la fragilité de la situation. Il souligne la réalité urgente de créer une armée nationale sous direction civile et une police efficace ainsi que de réformer les services de sécurité. J'estime aussi indispensable que la reconstruction fasse des progrès rapides et tangibles sous la direction de l'Autorité intérimaire afghane pour renforcer l'appui au gouvernement central et lui permettre de s'imposer dans tout le pays. Le fait que le peuple afghan, qui a connu plus de 23 années de guerre, puisse recueillir les fruits de la paix renforcera le processus politique.

L'élaboration d'un nouvel Afghanistan incombe essentiellement au peuple afghan. C'est à lui d'établir les priorités, de déterminer le type d'aide nécessaire et le rythme des efforts de reconstruction.

La crise humanitaire actuelle figure en tête de nos priorités. En outre, l'allègement des souffrances de la population civile doit également promouvoir la paix et la stabilité à long terme. À cet égard, le financement de l'intégration d'un grand nombre de rentrants elles est une question essentielle et urgente. Cela évitera de nouveaux mouvements de populations causés par le manque de vivres, de logements ou de services sociaux de base. Ces mouvements risqueraient de déstabiliser encore plus des régions entières. L'Afghanistan souffre depuis de nombreuses années de l'absence totale de légalité et de protections fondamentales des droits de l'homme.

Le pays en est à un tournant historique car les droits de l'homme y sont à l'ordre du jour sur une base solide et diverse. Il est crucial d'assurer leur protection sur le terrain. En outre, il ne saurait y avoir de paix durable si les exactions passées et actuelles demeurent impunies. Pour assurer la légalité et la pleine responsabilité dans tous les domaines de l'autorité publique, le renforcement des institutions doit être une priorité absolue à ce stade. A cet égard, la création récente de la Commission des droits de l'homme par l'Autorité intérimaire est une initiative judicieuse. Nous attendons également la création prochaine à une commission constitutionnelle. La Norvège invite l'Autorité intérimaire à donner un élan suffisant aux travaux de ces deux commissions. En outre, la communauté internationale doit accroître son engagement pour aider à créer un État afghan fondé sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La participation des femmes au relèvement et à la reconstruction de l'Afghanistan est une nécessité souvent rappelée. Mais, à ce stade, il est essentiel d'inscrire dans nos priorités leur participation véritable aux efforts de reconstruction malgré les paroles. Les enfants afghans ont aussi terriblement souffert de décennies de guerre. Ils ont été privés de santé et d'éducation, estropiés, déplacés, maltraités et rendus orphelins. Si une paix durable doit être établie en Afghanistan, leur protection et leur bien-être doivent également être une priorité politique et financière pendant les étapes de redressement et reconstruction.

La Norvège, de concert avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés, a travaillé à un certain nombre d'initiatives face à la détresse pour s'occuper du sort des enfants afghans. Elles comprennent un ordre du jour pour eux, préparé par le Bureau du Représentant spécial et de l'UNICEF. Il s'agit d'organiser une conférence des enfants qui rassemblera un groupe de jeunes de toutes origines ethniques pour leur permettre de devenir des participants et des partenaires plus actifs au redressement de leur pays. Nous espérons qu'elle pourra aboutir à la nomination d'un commissaire national ou de médiateur pour les affaires des enfants.

Le 11 juillet 2002, la Norvège a présidé la réunion du Groupe d'appui à l'Afghanistan où des représentants de l'Autorité afghane, de la communauté des donateurs et d'organisations non gouvernementales se sont réunis pour évaluer l'évolution récente de l'Afghanistan. On y a souligné les besoins immédiats et à long terme et on a parlé de ce que devraient faire les bailleurs de fonds. Nous constatons avec plaisir que ceux-ci ont réaffirmé leur soutien à l'Afghanistan. Il est particulièrement louable qu'ils soient disposés à financer l'aide humanitaire et les efforts de développement à long terme, y compris l'appui budgétaire à l'Administration intérimaire du Président Karzai. Cette dernière forme d'assistance est jugée cruciale pour le renforcement du gouvernement central

au détriment des chefs de guerre, ce qui est bien l'un des grandes priorités en Afghanistan.

Le plan de campagne politique pour l'avenir de l'Afghanistan a fait l'objet d'un accord et les yeux du monde restent fixés sur le pays. Mais ce créneau sera bref. Il est indispensable d'apporter un soutien durable à l'Administration intérimaire, y compris pendant la deuxième phase du processus de Bonn.

M. Wehbe (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir organisé cette importante séance sur l'Afghanistan. Je voudrais également remercier le Secrétaire général de son rapport sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales, aussi complet que détaillé et qui coïncide avec un tournant particulièrement important de l'histoire politique de l'Afghanistan.

J'aimerais également saisir cette occasion pour remercier de ses efforts inlassables le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Lakhdar Brahimi, auquel nous souhaitons la bienvenue parmi nous aujourd'hui. Nous tenons à rendre hommage au travail remarquable qu'il a effectué avec son excellente équipe dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), compte tenu notamment des conditions très difficiles qui règnent en Afghanistan. Je salue sa persévérance et sa détermination à permettre aux Nations Unies de jouer leur rôle en Afghanistan.

Nous aimerions partager l'optimisme de M. Brahimi en ce qui concerne l'évolution de la situation en Afghanistan sur les plans de la politique, de la sécurité et du développement, marquée selon les moments par la joie, la tristesse, l'inquiétude ou l'optimisme. Nous trouvons très encourageantes toutes les réalisations de ces derniers temps sur les plans politique, économique et social. Le retour de millions d'enfants dans leurs écoles, celui d'un million de personnes déplacées, l'élimination des cultures de pavot, qui représentaient un grave problème, le lancement d'un programme d'éradication des sauterelles et, sur le plan politique, la relance d'un mécanisme traditionnel de représentation du peuple afghan, la Loya Jirga – dont un membre sur huit est une femme, ce qui en soi est une réalisation notable – tout cela constitue des progrès extrêmement importants. Ces résultats, auxquels il faut ajouter les débuts de la formation de la police et des forces armées, sont des résultats dont nous avons lieu d'être fiers.

Mais c'est un travail de longue haleine pour la communauté internationale; il reste beaucoup de chemin à parcourir et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ainsi que M. Brahimi ont encore beaucoup à faire. J'ai admiré la détermination dont fait preuve M. Brahimi lorsqu'il nous dit que la Mission ne laissera pas des revers faire dérailler le processus de paix. Nous devons au peuple afghan et au reste du monde de poursuivre ce processus positif et d'aider la population afghane. J'apprécie grandement M. Brahimi et les efforts acharnés qu'il consacre à cet objectif.

Il reste plusieurs problèmes non résolus pour le Gouvernement et le peuple afghan, notamment au niveau de la sécurité. Premièrement, nous devons poser sérieusement la question de savoir ce que nous pouvons faire pour rétablir le climat nécessaire de sécurité. M. Brahimi nous a parlé de quelque 70 incidents récents liés à la sécurité. Je partage son analyse sur le fait que l'amélioration considérable de la situation en matière de sécurité au cours des six dernier mois est à mettre au crédit de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Je conviens également avec lui que l'insécurité importante qui règne, particulièrement dans le nord, risque de faire obstacle à l'amélioration de la situation politique. Pour faire face à cette situation, il faut que nous étendions à tout le pays les activités menées en matière de sécurité. J'appuie totalement sa demande d'expansion de la FIAS au reste du pays.

Hier, en séance publique, le Conseil a discuté de la situation dans la région du fleuve Mano et des enseignements qu'il y avait à en tirer. Les membres du Conseil appréhendaient de voir les problèmes de sécurité au Libéria s'étendre aux autres pays de la région. Que pouvons-nous attendre, alors, d'un climat de sécurité explosif comme celui qui règne dans tout l'Afghanistan, à l'exception de Kaboul? Si nous nous inspirons de l'exemple de la région du fleuve Mano, on voit que cette situation pourrait avoir des retombées également sur Kaboul car, tant que la sécurité n'aura pas été étendue à tout l'Afghanistan – qui forme, après tout, une seule et même entité – l'insécurité générale pourra toujours avoir des retombées sur les autres parties du pays.

Il est donc normal que nous appuyions les efforts déployés en vue de mettre en place des institutions capables de s'attaquer au problème de la sécurité en Afghanistan. Je voudrais adresser nos remerciements à tous les donateurs qui ont pu aider les institutions militaires et de sécurité, ainsi que les autres institutions afghanes à renforcer la sécurité du peuple afghan, qui a connu tant de guerres dévastatrices et souffre depuis si longtemps.

Nous estimons que la participation équilibrée de tous les groupes ethniques à la direction des affaires politiques de l'Afghanistan constitue un facteur extrêmement important pour le rétablissement de la sécurité, et qu'elle permet d'appuyer et de compléter les fonctions des institutions chargées de la sécurité. Comme l'a dit l'Ambassadeur Brahimi, la convocation de la Loya Jirga, la création d'une commission constitutionnelle chargée d'élaborer une nouvelle constitution et un code électoral, et la tenue d'élections ouvertes à tous les groupes ethniques, permettront de faire progresser la situation politique et de renforcer la sécurité.

Le retour de tous les réfugiés afghans, la garantie des droits fondamentaux et la mise en place d'un cadre de formation des ressources humaines ainsi que le renforcement des capacités afghanes, tout cela contribuera, plus qu'au simple développement et au renforcement des ressources humaines, au développement humain dans son ensemble. À cet égard, nous devons remercier les pays donateurs qui ont fourni une aide pour aider l'Afghanistan à surmonter les problèmes qu'il connaît depuis longtemps. Parallèlement, nous exhortons les pays donateurs et tous ceux qui sont en mesure de le faire à fournir une aide supplémentaire à l'Afghanistan pour lui permettre de relever les défis qui l'attendent aux niveaux politique, économique, social et de la sécurité.

M. Gokool (Maurice) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous exprimer mes remerciements et ma sincère reconnaissance pour avoir organisé cette séance publique sur l'Afghanistan. Je voudrais aussi souhaiter un chaleureux accueil au Représentant spécial du Secrétaire général, l'Ambassadeur Brahimi, et le remercier de son exposé utile et complet sur la situation actuelle dans ce pays. Ma délégation rend hommage aux efforts du Représentant spécial et de son équipe pour contribuer au succès du processus de la Loya Jirga. La façon équitable et transparente dont il a été mené indique bien que le peuple afghan est disposé à adhérer aux principes de démocratie et de légalité.

Ma délégation se félicite des mesures positives et constructives prises pour mettre en œuvre l'Accord de Bonn, et nous sommes particulièrement heureux de constater la création de la Commission des droits de l'homme et de la Commission judiciaire. Nous rendons également hommage au travail accompli jusqu'ici par la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dans le processus de réinsertion, et pour aider les femmes et les enfants afghans à jouir de leurs droits et libertés naturels.

Nous félicitons le peuple afghan, qui a montré son endurance, son courage et sa détermination à reconstruire son pays et à en faire un lieu où vivre en sécurité.

Maintenant que l'Administration de transition est en place, la première tâche incombant à la direction actuelle sera de créer une infrastructure politique et institutionnelle qui facilitera la reconstruction économique et sociale de l'Afghanistan. Il faudra donner la priorité à la sécurité dans tout le pays. Les récents incidents violents et l'assassinat de Haji Qadir montrent que la sécurité en Afghanistan est encore menacée. Nous nous félicitons de la commission mise en place par l'Administration de transition pour enquêter sur l'assassinat du Vice-Président.

L'insécurité qui règne en Afghanistan inquiète ma délégation. Bien que la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan fasse de son mieux pour maintenir la paix à Kaboul, des cas graves de menaces et d'attaques à main armée continuent de troubler la vie des citoyens afghans moyens. Il importe d'accélérer la formation de la police afghane qui devra assumer seule la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité dans tout l'Afghanistan.

Nous nous félicitons de la récente réunion ce mois-ci à Genève du Groupe d'appui à l'Afghanistan. Nous sommes heureux de constater que des pays donateurs et des organisations internationales se sont engagés à verser 1,8 milliard de dollars à titre d'assistance à ce pays pour l'an 2002, et un total de 4,5 milliards pour les années à venir. Nous appelons les donateurs à tenir leurs engagements.

Il importe aussi que le peuple afghan collabore avec la communauté internationale afin de concrétiser les projets qui seront mis en place. Nous nous

associons aux propos du Ministre Ashraf Ghani qui rappellent que les problèmes de l'Afghanistan exigent une approche commune pour stabiliser le pays et l'amener à la sécurité, à la croissance économique et au développement.

La situation humanitaire en Afghanistan réclame l'attention urgente de la communauté internationale. Le retour de plus d'un demi-million de réfugiés afghans créer de très vives tensions à Kaboul. Les personnes déplacées doivent être réinsérées dans la société car elles représentent un élément important pour la formation du capital humain et social en Afghanistan. Sans soutien international, il serait difficile pour l'Administration de transition de faire face à l'afflux rapide de réfugiés et de personnes déplacées, qui souffrent déjà de malnutrition, d'insécurité alimentaire et qui se trouvent dans un état de vulnérabilité socioéconomique.

Sur la question du trafic de drogues et des programmes de lutte contre elles, il faut rendre hommage aux efforts entrepris par l'Administration intérimaire et à son engagement d'éliminer du pavot. L'application du décret en interdisant la culture ne devrait être entravée sous aucun prétexte.

La création du Ministère de la condition féminine sous l'Autorité intérimaire est une autre réalisation importante. Alors que le pays se démocratise, l'avis de ma délégation est que l'Autorité intérimaire devrait maintenir l'élan acquis pour soutenir la promotion de la femme et son intégration dans tous les programmes de relèvement. Nous soutenons tous les efforts entrepris pour renforcer le Ministère de la condition féminine, afin de permettre une organisation et une coordination meilleures de la condition de la femme et de ses droits. Nous espérons bien que cette institution accroîtra la participation des femmes à la fonction publique et qu'elle leur permettra d'assumer de plus grandes responsabilités dans d'autres secteurs, comme la justice et l'administration, ainsi qu'à des niveaux de décision élevés.

Pour terminer, je voudrais exprimer ma gratitude pour le rapport approfondi préparé par le Royaume-Uni sur les six premiers mois d'activité de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan. La contribution de cette force à l'amélioration de la sécurité à Kaboul a été très positive concernant l'instauration de l'ordre public et le maintien de la sécurité. Nous sommes sûrs que, sous le commandement de la Turquie, cette force continuera dans la même voie.

Nous soutenons les recommandations du Secrétaire général pour l'expansion limitée de la FIAS hors de Kaboul. Cette expansion devrait porter en premier lieu sur la sécurité et la protection du personnel d'assistance, en particulier dans les zones précaires et les zones isolées.

M. Gatilov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nos sommes heureux d'accueillir le Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, M. Lakhdar Brahimi, à cette réunion du Conseil de sécurité, et nous lui sommes reconnaissants de nous avoir présenté son exposé détaillé sur la situation dans ce pays. Comme les autres délégations, nous voudrions saisir cette occasion pour remercier M. Brahimi de sa grande contribution, et de ses efforts infatigables pour faciliter le processus de paix en Afghanistan. La Fédération de Russie lui a apporté et lui maintiendra son soutien dans son importante activité. Nous sommes aussi reconnaissants au Secrétaire général pour son rapport, qui expose les traits saillants de la mise en œuvre de l'Accord de Bonn sur l'Afghanistan.

Du 11 au 19 juin, la Loya Jirga d'urgence s'est tenue à Kaboul, et cela a certainement constitué un jalon dans la reconstruction de l'État dans l'Afghanistan d'après-guerre. Cela a été un vrai pas en avant vers la cohésion nationale et la création d'institutions dirigeantes solides et régime politique stable. Les résultats de l'assemblée ont aussi renforcé la politique visant à recréer un Afghanistan indépendant et pacifique, extirpant systématiquement de son territoire les foyers de terrorisme international, d'extrémisme religieux et la menace du trafic de drogues.

Nous avons pris note de ce qu'un système politique viable se crée en Afghanistan ; un système représentatif à large assise, qui reflète la nature multi-ethnique de la société afghane et qui prend aussi en compte la réalité historique.

Il est bon que la Loya Jirga ait suscité un énorme intérêt dans la société afghane. Personne n'est demeuré indifférent, et pour la première fois depuis de nombreuses années, les femmes ont joué un rôle actif dans la vie politique afghane.

Bien sûr, tout ne s'est pas déroulé sans heurts, comme le dit le rapport du Secrétaire général. Des consultations virtuelles ont eu lieu sur la question de la création du parlement, sur le personnel clef du Gouvernement, et sur d'autres questions. Il y a eu des intimidations, et certains candidats ont même été tués. Mais il faut dire qu'après une guerre civile et des bouleversements si longs dans la société afghane, à ce que l'harmonie règne immédiatement.

Nous estimons absolument essentiel que les Afghans soient en mesure de parvenir à un accord et de mettre en place la structure d'un gouvernement capable de poursuivre la politique entamée en décembre dernier pour créer une société afghane nouvelle.

La Fédération de Russie se félicite de l'élection de Hamid Karzai au poste de chef de l'Administration de transition. Nous pensons qu'il importe de garantir l'unité du Gouvernement qu'il dirige, et pour notre part nous ferons de notre mieux pour l'aider dans son entreprise. Nous espérons que l'Administration de transition continuera d'appliquer fidèlement l'Accord de Bonn et fera tout son possible pour garantir le retour au plus vite de la paix dans le pays afin que les structures économiques et sociales puissent être reconstruites.

Nous partageons les préoccupations de M. Brahimi quant à la nécessité de renforcer la sécurité en Afghanistan. Nous nous félicitons du rôle stabilisateur de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dans le maintien de l'ordre à Kaboul, conformément à son mandat. Nous présentons tous nos vœux de succès au commandant turc de la FIAS, et nous exprimons notre gratitude au Royaume-Uni pour le rôle de chef de file qu'il a joué au cours de la phase initiale des travaux de la FIAS.

Comme l'a indiqué le rapport du Secrétaire général, il ne semble pas possible, vu les circonstances actuelles, de procéder à l'élargissement de la FIAS au-delà de la capitale afghane. Il apparaît évident que, vu les circonstances, il est nécessaire d'accélérer la création d'une armée nationale afghane efficace. Les forces étrangères peuvent jouer un rôle important dans la constitution de l'armée afghane. Nous pensons qu'il importe de faire en sorte que l'aide étrangère n'ait pas un caractère compétitif. Elle devrait plutôt être strictement conforme aux objectifs et aux tâches fixés par la communauté internationale et consacrés par les décisions du Conseil de sécurité. Il faut donc s'assurer que les personnes formées soient effectivement intégrées aux unités de l'armée nationale, qu'elles constituent les éléments de base de l'armée et n'abandonnent pas le service militaire immédiatement après la fin de leur formation.

Dans sa déclaration, le Représentant spécial Brahimi a attiré l'attention sur la gravité du problème humanitaire en Afghanistan et sur l'insuffisance des ressources mises à la disposition de l'Administration de transition. Au cours de l'étape initiale de l'opération humanitaire visant à fournir une aide d'urgence à l'Afghanistan, la Russie a versé plus de 12 millions de dollars. Je voudrais souligner la réouverture du tunnel Salang et l'ouverture d'hôpitaux et d'un cinéma à Kaboul. Nous nous proposons d'accroître notre assistance à l'Afghanistan. Nous avons déjà livré 48 véhicules. Aux termes d'un contrat avec l'ONU, nous avons l'intention de livrer 137 autres véhicules et des ensembles de pièces détachées.

Des travaux sont en cours, en coopération avec un certain nombre de pays, pour fournir des vivres et des médicaments et pour approvisionner le pays en électricité depuis le Tadjikistan. Nous espérons que le montant des contributions annoncées se traduira par une aide concrète.

La Russie soutient le rôle central de l'ONU dans un règlement. Le Représentant spécial devrait être le Coordonnateur des programmes internationaux en Afghanistan. Au début, un grand nombre d'organisations gouvernementales et non gouvernementales opéraient en Afghanistan. Nous pensons que le moment est venu que ces activités ne progressent pas au coup par coup, mais s'inscrivent plutôt dans le cadre des efforts déployés par le Représentant Brahimi. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)a des tâches importantes à accomplir, y compris l'élaboration d'une nouvelle constitution, ainsi que l'organisation et la tenue des élections. Nous sommes convaincus que les tâches qui lui sont confiées par le Conseil de sécurité continueront d'être menées avec succès et qu'une paix durable s'établira en Afghanistan.

M. Levitte (France) : Je souhaite tout d'abord souhaiter la plus chaleureuse des bienvenues à Lakhdar Brahimi. Il est difficile de l'arracher au peuple afghan qui l'a adopté. Le voilà citoyen d'honneur depuis que la Loya Jirga s'est réunie et a souhaité lui donner ce titre. Et pourtant, nous avons besoin de l'écouter sur

une base régulière car chaque fois qu'il vient nous voir, nous entendons l'expression d'une véritable stratégie fondée sur une analyse lucide, sans complaisance des réalités.

Je crois que nous devons tous aujourd'hui saluer, malgré le discours lucide et clair de Lakhdar Brahimi, un vrai miracle afghan. Toutes les échéances de Bonn ont été tenues. Lakhdar Brahimi vient de nous le confirmer. La Loya Jirga a été un grand succès. Elle s'est déroulée dans le calme. Elle a tenu ses promesses. La taille du Gouvernement n'a certes pas été réduite – 5 vice-présidents, 3 conseillers spéciaux nationaux de sécurité, 30 ministres –, mais la composition ethnique a été quelque peu rééquilibrée - désormais, plus de 50 % de Pashtouns et un peu moins de 30 % de Tadjiks. Surtout, pour la première fois depuis 23 ans, les Afghans ont pu être consultés. L'Afghanistan a connu ce qui pouvait se rapprocher le plus d'une véritable expérience démocratique. Que de chemin a été parcouru en six mois!

Cela ne veut pas dire que le pari soit gagné. Bien sûr, loin de là! le pays reste à la merci d'une rechute. Qu'on se souvienne des combats fratricides de 1992 à 1996, ce sont alors les moudjahidin qui ont détruit Kaboul et non des envahisseurs étrangers.

Et plusieurs signaux sont inquiétants. Lakhdar Brahimi vient de nous le rappeler. Son grand souci est la sécurité. La situation reste fragile, surtout dans le nord. Les affrontements entre Jumbesh et Jamiat entretiennent un climat d'impunité. Une responsable d'une organisation non gouvernementale y a été agressée et un membre du personnel des Nations Unies assassiné. À Kaboul aussi, on a pu assassiner impunément, en plein jour et en plein centre ville, le Vice-Président Hadji Qadir. Cet acte ne doit pas rester impuni, comme l'assassinat en février du Ministre de l'aviation Abdoul Rahman ou la tentative d'attentat contre le général Fahim en février. Le Gouvernement de transition doit tout faire pour identifier les coupables.

Comment éviter que l'Afghanistan n'en revienne à ses vieux démons? Les Afghans doivent pouvoir bénéficier des dividendes de la paix. Les effets du changement de régime doivent être palpables. Pour le Président Karzai, cela représente un défi immense de passer de la phase d'urgence de ces six premiers mois de gouvernement à la phase de la reconstruction. Et cela rapidement avant que l'effet positif de Bonn et de la Loya Jirga ne disparaisse.

Rien ne sera possible sans l'aide de la communauté internationale. Il est indispensable que l'argent continue d'arriver. La Conférence de Tokyo avait lancé un miniplan Marshall pour l'Afghanistan, avec 1,8 milliard de dollars promis. Combien ont été effectivement versés? La France, pour sa part, respecte ses engagements. Soixante-dix millions d'euros en 2002 dont une bonne partie déjà versée dans des projets concrets, comme la réhabilitation de deux lycées franco-afghans à Kaboul.

Mais il ne suffit pas que l'argent arrive; il faut aussi qu'il soit dépensé pour des projets visibles. Pour le moment, on voit peut-être trop de coopération institutionnelle et trop peu de projets à impact rapide aux effets tangibles, construction de routes, reconstruction des habitations, par exemple.

Il faudra aussi que l'Autorité de transition accroisse ses ressources propres, notamment douanières, aux dépens des chefs de guerre. Le déficit de son budget en 2002, même s'il est en partie le résultat du retour massif des réfugiés, n'est pas tenable – 287 millions de dollars sur un total de 460 millions de dollars.

Une autre question mérite notre attention : la lutte contre la drogue. L'Autorité de transition a engagé une campagne courageuse d'éradication des cultures. Elle doit être poursuivie avec détermination, elle exige une aide aux cultures de substitution. Mais il faut aussi s'intéresser au trafic, et c'est la raison pour laquelle la France organisera, au printemps 2003, une conférence internationale sur les routes de la drogue en provenance de l'Afghanistan.

L'aide économique est indispensable, mais elle sera inutile sans appui à la sécurité. Lakhdar Brahimi nous a expliqué que des agences humanitaires ou des organisations non gouvernementales renonçaient à certains projets pour des raisons de sécurité.

Alors, que faire? Déployer la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) au-delà de Kaboul et des environs? La question a été abondamment débattue ce matin. Il est vrai que la FIAS effectue un travail remarquable. Pendant les six mois du commandement britannique, la criminalité a baissé de 70 % à Kaboul. La Turquie est déterminée à poursuivre l'oeuvre remarquable accomplie par nos partenaires

britanniques, et la France maintiendra tout son engagement au sein de la FIAS.

On peut discuter à l'infini des avantages et des risques de l'extension du déploiement de la FIAS dans les provinces, mais c'est sans doute un débat théorique. En effet, aucun pays représenté dans cette salle, à notre connaissance, n'est disposé à envoyer dans les provinces afghanes les milliers d'hommes qui seraient nécessaires.

Alors que faire pour limiter les pouvoirs des chefs de guerre? Il faut d'abord soutenir pleinement le Président Karzaï dans ses courageux efforts pour obtenir la rétrocession des droits de douane et pour faire venir à Kaboul les principaux chefs de guerre. Il faut utiliser à plein tous les instruments dont dispose la communauté internationale, la conditionnalité économique d'abord, telle qu'elle est prévue par la résolution 1401 (2002). Et cela suppose, bien sûr, une bonne coordination entre les donateurs, sous l'égide de Lakhdar Brahimi. L'autre instrument, c'est, bien entendu, le poids militaire de la coalition.

Au-delà, la priorité reste toujours la constitution de forces de sécurité et de police unifiées, et multiethniques. Comme l'a relevé l'Ambassadeur Negroponte, la France est largement engagée dans cet effort, aux côtés des États-Unis. Nos 60 formateurs entraînent actuellement le deuxième bataillon de l'armée nationale afghane. En septembre, ce sera le tour du quatrième bataillon.

Mais les difficultés sont nombreuses, en particulier le recrutement et les soldes. Il est urgent, comme l'a souligné l'Ambassadeur des États-Unis, que les autorités afghanes s'engagent sur un plan opérationnel pour la constitution de forces de sécurité et de police. Des précisions doivent nous être données par le Gouvernement sur les effectifs, la composition, le coût, le calendrier, l'implantation. En outre, un véritable programme de désarmement et de réinsertion des milices est indispensable, comme l'a souligné Lakhdar Brahimi.

La France préparera avec tous ses partenaires, en tout début de semaine prochaine, un projet de déclaration présidentielle pour reprendre ces principaux messages et, surtout, pour apporter tout l'appui de notre Conseil à l'immense tâche entreprise avec tant de succès par Lakhdar Brahimi et le Président Karzaï.

M. Banoum (Cameroun) : Ma délégation tient à remercier l'Ambassadeur Brahimi pour la qualité de son rapport, très dense et très précis. C'est l'occasion de rendre un vibrant hommage au Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan. Il a marqué de son empreinte les progrès remarquables accomplis dans ce pays depuis la signature le 5 décembre 2001 de l'Accord de Bonn.

Grâce notamment aux efforts inlassables de l'Ambassadeur Brahimi, la Loya Jirga d'urgence a pu se tenir du 11 au 19 juin et a abouti à la mise en place de l'Autorité de transition, que dirige le Président Hamid Karzaï. Notre appréciation va tout naturellement aussi à l'Adjoint de M. Brahimi, M. Fisher, et à toute l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui déploie des trésors d'imagination pour aider l'Afghanistan à retrouver la voie de la paix et du progrès économique et social.

Au moment où il y a trois semaines nous adoptions la résolution 1419 (2002), l'heure était franchement à l'optimisme. La Loya Jirga d'urgence venait de connaître un véritable succès, et le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) connaissait une transition très professionnelle.

Aujourd'hui, la succession d'événements tragiques commandent l'inquiétude. L'Afghanistan est depuis un certain temps un des centres d'intérêt majeurs du Conseil. Nous préoccupations s'agissant de ce pays sont multiformes : elles portent à la fois sur la sécurité, la consolidation de la paix, l'aide humanitaire d'urgence, la gestion après conflit et, notamment, la reconstruction et le redressement économiques, ainsi que le renforcement des capacités. L'intérêt que le Conseil porte à l'Afghanistan découle également de la détermination de la communauté internationale à lutter sans merci contre le trafic de drogues et contre la pieuvre que constitue le terrorisme.

C'est dire que la tâche est immense. Le mérite de l'Ambassadeur Brahimi et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan n'en est que plus grand.

Parmi les questions qu'il a soulevées, trois retiennent particulièrement notre attention ce matin : à savoir la situation sécuritaire, l'aide humanitaire d'urgence et le financement du redressement économique.

Le 6 juillet dernier, nous avons appris avec stupéfaction l'assassinat du Vice-Président et Ministre des affaires publiques, Hadji Abdoul Qadir. Il s'agit là d'un acte inacceptable et inutile, qui ne saurait d'aucune façon servir la cause afghane. Nous souhaitons à l'Autorité de transition de retrouver vite ses assassins afin qu'ils soient châtiés.

Cet acte, ajouté aux multiples incidents qui nous sont rapportés, notamment du nord de l'Afghanistan, relancent avec acuité la problématique de la sécurité dans ce pays.

La FIAS joue un rôle irremplaçable qui a certainement permis de stabiliser le pouvoir central, de sécuriser Kaboul et ses environs, d'organiser avec succès la Loya Jirga d'urgence. Mais la mort du Vice-Président Hadji Abdoul Qadir demande que la vigilance ne se relâche pas.

Le passage de témoin entre le commandement britannique et turc était dans l'ordre des choses, mais, comme nous le soulignions lors d'une de nos précédentes réunions, il ne faudrait pas que cela conduise à un désengagement, même relatif, du Royaume-Uni, les forces britanniques ayant forgé le respect et l'admiration du Gouvernement et du peuple afghans.

La question de la sécurité au-delà de Kaboul reste posée. Le coût financier, politique et humain du redéploiement de la FIAS sur l'ensemble du territoire afghan avait en son temps dissuadé le Conseil de poursuivre ce débat. L'évolution de la situation sur le terrain démontre qu'il est plus que temps de rouvrir ce débat, car sans la sécurité, la paix y restera précaire.

L'exposé de l'Ambassadeur Brahimi, corroborant du reste les mises en garde du Programme alimentaire mondial (PAM), confirme que l'hiver alimentaire pourrait être rude en Afghanistan. Il y a quelques semaines, le PAM signalait déjà avec force un déficit avéré de plus de 175 000 tonnes de nourriture pour pouvoir répondre aux besoins humanitaires d'urgence. Le Cameroun en appelle aux bailleurs de fonds afin qu'ils fassent l'effort attendu pour aider ce pays à éviter cette grande famine que de nombreux signaux annoncent.

Je voudrais enfin me faire l'écho des préoccupations du Gouvernement afghan et de la MANUA, pour dire qu'il est plus que temps de traduire au concret les engagements financiers pris à la Conférence de Tokyo. Grâce à la MANUA, les structures devant faciliter l'absorption des financements destinés à la reconstruction, à la réhabilitation et à la relance de l'économie sont en place. Malheureusement, d'après ce que l'Ambassadeur Brahimi vient de nous indiquer, certains clignotants sont rouges et sans un effort financier immédiat, l'Autorité de transition aura du mal à poursuivre avec succès son programme. Nous restons néanmoins certains que grâce aux efforts conjugués de la MANUA, du Gouvernement et du peuple afghans, y compris sa diaspora, ainsi que de la communauté des bailleurs de fonds, le processus de paix et de redressement afghan restera sur les rails.

M. Diallo (Guinée) : Je voudrais avant tout exprimer la profonde gratitude de la délégation guinéenne à M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général, pour sa contribution inestimable au processus de paix en Afghanistan et pour son exposé fort enrichissant sur l'évolution politique récente de ce pays. Nous voulons également saluer la vision réformiste du Président de l'Autorité de transition, M. Hamid Karzaï, qui s'est montré déterminé à contribuer à l'édification d'un Afghanistan nouveau, débarrassé des tares de l'obscurantisme, respectueux de l'état de droit, tourné vers l'édification d'une économie prospère et en parfaite harmonie avec ses voisins.

Nous déplorons vivement l'assassinat crapuleux du Vice-Président Haji Abdul Qadir, et espérons que les enquêtes menées permettront de faire toute la lumière sur l'incident, afin que les coupables soient punis à la mesure de leur forfaiture.

L'exposé que nous venons d'entendre nous a permis de mesurer le chemin parcouru depuis la mise en place de la Loya Jirga d'urgence, surtout au moment où les Afghans viennent de se doter d'une nouvelle Autorité de transition, chargée de conduire leurs destinées jusqu'aux prochaines élections libres et régulières. Maintenant qu'une Autorité de transition a été mise sur pied, il revient aux Afghans de prendre davantage conscience de la situation dans laquelle ils se trouvent, de retrousser les manches, dans la concorde et la solidarité, pour faire de cet important acquis un tremplin vers des horizons meilleurs.

Dans cette bataille de longue haleine, la communauté internationale, à travers la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

(MANUA) et les divers donateurs, a le devoir d'apporter sa généreuse contribution. Car le succès ou l'échec de l'opération sera le véritable baromètre par lequel le peuple afghan pourra juger de notre détermination et de notre sincérité à l'aider. À cet égard, ma délégation estime que, s'agissant de la MANUA, une attention particulière devrait également être accordée à l'assistance humanitaire, à la reconstruction et au relèvement économique. En effet, comme nous l'avons toujours souligné, il serait illusoire d'envisager un quelconque relèvement de l'Afghanistan d'aujourd'hui, sans l'accès à l'aide humanitaire, notamment alimentaire, des personnes déplacées et des nombreux réfugiés rentrés au pays et sans une véritable politique destinée à remettre en état les infrastructures de base.

Outre ces aspects, certes importants, ma délégation voudrait mettre l'accent sur la nécessité de la création et du maintien d'un climat de paix et de sécurité sur tout le territoire afghan. Il est en fait évident que de nos jours, plusieurs régions du pays sont toujours en proie à des rivalités alimentées par des seigneurs de guerre qui continuent à défier le pouvoir central. L'exposé de M. Brahimi en fait foi. Par conséquent, il nous incombe d'aider la nouvelle Administration de transition à asseoir son autorité sur l'ensemble du pays, pour lui permettre de jouer pleinement son rôle. Pour ce faire, les efforts engagés pour la constitution d'une armée nationale représentative doivent être accélérés et le programme de démobilisation des anciens combattants revigoré. Parallèlement, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont nous apprécions les remarquables performances, devra renforcer ses actions de dissuasion de toute tentative de menace à la paix. La lutte contre les poches de résistance des Taliban et le réseau Al-Qaida doit également être poursuivie avec plus de détermination.

La voie tracée par l'Accord de Bonn est longue et ardue. Chaque étape franchie dans la mise en oeuvre de cet Accord doit être perçue comme une occasion d'accomplir de nouveaux devoirs, afin que le processus soit mené à son terme, conformément aux engagements pris.

Pour terminer, ma délégation est persuadée que dans cet exercice délicat et plein d'embûches, la communauté internationale agira dans la communion afin de répondre aux souhaits exprimés par les populations afghanes qui, elles aussi, rêvent d'un avenir meilleur.

Le Président *(parle en anglais)* : Les délégations souhaitent peut-être connaître mes intentions relativement à notre horaire. Nous allons entendre le plus grand nombre de déclarations possibles au cours des quelque 40 prochaines minutes. Je donnerai ensuite la parole à l'Ambassadeur Brahimi, s'il est d'accord, pour les 10 dernières minutes de la séance du matin. Je suspendrai donc la séance vers 13 h 15, et j'entends reprendre ce débat à 15 heures.

M. Zhang Yishan (Chine) *(parle en chinois)* : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue au Représentant spécial, M. Brahimi, à l'occasion de son retour à New York et le remercier de son exposé très complet sur la situation actuelle en Afghanistan.

Au cours des derniers mois, dans des circonstances très difficiles, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), sous la direction de l'Ambassadeur Brahimi, a coopéré activement avec l'Administration intérimaire et l'Autorité de transition afin d'atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Bonn. La MANUA a en particulier apporté une contribution remarquable à la convocation réussie de la Loya Jirga d'urgence. La délégation chinoise voudrait exprimer son admiration et sa gratitude à l'Ambassadeur Brahimi et à la MANUA pour le professionnalisme et le dévouement dont ils ont fait preuve. Nous demeurons déterminés à appuyer leurs efforts.

La situation en Afghanistan a connu un changement fondamental depuis la tenue de la Conférence de Bonn. La Loya Jirga d'urgence a constitué un jalon; elle a démontré que le peuple afghan a une fois de plus pris en main le sort de son pays, et qu'il souhaite transformer l'Afghanistan en un pays stable et pacifique. Il faut dire qu'avec l'aide vigoureuse de la communauté internationale, la vie politique et économique en Afghanistan redevient progressivement normale. Dans l'ensemble, la situation en Afghanistan évolue de façon positive.

Nous devons, par ailleurs, être conscients que les Afghans ne pourront panser du jour au lendemain les blessures causées par des décennies de guerre et qu'il n'est pas aisé d'aboutir à une paix et à un développement durables. Des problèmes profondément enracinés se sont accumulés en Afghanistan au fil des années, notamment l'opposition entre le gouvernement

central et les factions locales, les conflits d'intérêt entre les diverses ethnies et la lutte pour le pouvoir entre les partis politiques. Ces problèmes n'ont pas été fondamentalement réglés.

La situation sécuritaire actuelle en Afghanistan est particulièrement préoccupante : nous avons récemment été les témoins de l'assassinat brutal et particulièrement regrettable du Vice-Président Qadir. Nous condamnons catégoriquement de tels actes terroristes. Cet assassinat a illustré avec force la fragilité de la situation sécuritaire en Afghanistan : il est impossible d'entreprendre le redressement et la relève économiques si les conditions de paix et de sécurité ne sont pas réunies. Nous espérons sincèrement que les diverses parties et factions afghanes poursuivront leurs actions sur la base de l'intérêt général du pays, qu'elles enterreront la hache de guerre et oeuvreront à une relance nationale. C'est la seule manière d'améliorer la situation. Dans le même temps, la communauté internationale doit également réfléchir sérieusement à la manière dont elle peut aider l'Autorité intérimaire à maintenir la stabilité. Elle devrait également veiller à ne pas gâcher les investissements importants de la communauté internationale en Afghanistan.

Un autre problème en suspens en Afghanistan concerne la crise humanitaire. Après la Conférence de Bonn, un grand nombre de réfugiés sont rentrés en Afghanistan. Cela montre qu'ils ont pleinement confiance dans l'avenir de l'Afghanistan, mais a créé en même temps un très lourd fardeau financier pour le Gouvernement afghan du fait du manque de fonds. De nombreuses organisations humanitaires internationales ont dû simplifier, voire suspendre leurs activités en Afghanistan. Nous appelons les pays donateurs qui ont pris des engagements à la Conférence de Tokyo à les honorer aussitôt que possible afin d'atténuer la crise humanitaire en Afghanistan. Dans le cas contraire, la crise humanitaire grandissante est susceptible de causer de nouveaux désordres.

En tant que proche voisin de l'Afghanistan, la Chine a toujours suivi de près l'évolution de la situation afghane et s'est efforcée de lui fournir une aide, notamment en vue de la restructuration de l'armée et de la police afghanes. La Chine a également fourni du personnel à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous continuerons d'appuyer de notre mieux le processus de paix en Afghanistan et de contribuer à sa reconstruction économique.

M. Franco (Colombie) *(parle en espagnol)* : Lors du débat public du 26 mars dernier concernant le point de l'ordre du jour qui nous occupe aujourd'hui, nous avions évoqué le besoin de procéder à une évaluation complète de la situation. Celle-ci pourrait commencer au mois de juillet sous la présidence du Royaume-Uni. Nous sommes donc particulièrement satisfaits que ce débat public en présence du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Lakhdar Brahimi, puisse marquer le début d'une activité de cette nature qui nous permettra de bien comprendre les défis complexes auxquels l'Organisation des Nations Unies devra faire face dans cette région, d'importance cruciale pour la paix et la sécurité internationales.

Nous nous félicitons des progrès accomplis dans l'application de l'Accord de Bonn et nous soulignons, comme le fait le Secrétaire général dans son rapport, qu'il s'agit d'un processus en constante évolution qui se heurte à de nombreux défis et difficultés. C'est pourquoi nous saisissons cette occasion pour rendre hommage au Président Karzai et aux autres dirigeants afghans, ainsi qu'à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), aux autres pays de la région et au reste de la communauté internationale, notamment le Japon, le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Allemagne et la Turquie, pour leur engagement continu en Afghanistan et pour tout ce qu'ils ont accompli en une si courte période de l'histoire nationale. Nous félicitons tout particulièrement le Représentant spécial, M. Brahimi, pour la qualité de ses analyses et la lucidité avec laquelle il appuie l'application du concept de visibilité réduite.

Nous nous félicitons des progrès politiques qui ont été accomplis, notamment la réunion de la Loya Jirga, la constitution d'un gouvernement de transition et en général, les grands progrès accomplis par l'Afghanistan vers l'établissement d'une démocratie participative. Nous prenons note des difficultés considérables qui nous attendent dans le domaine humanitaire et de la reconstruction. Mais nous exprimons en même temps notre confiance dans la démarche de l'Organisation des Nations Unies, qui vise à renforcer les capacités nationales puisqu'il s'agit du mécanisme le plus efficace pour obtenir des résultats dans un avenir pas trop éloigné.

Nous attirons votre attention sur l'importance de l'engagement pris par le Gouvernement afghan d'éliminer la culture et l'exportation de l'opium. Nous rappelons au Conseil de sécurité qu'il est essentiel

d'appliquer pleinement le principe de la responsabilité partagée selon lequel chaque membre de la communauté internationale doit apporter sa propre contribution. Le problème de la drogue était déjà récurrent à l'époque des Taliban – lorsque nous avons appris l'existence de nombreuses réserves suffisantes pour satisfaire à la demande – et c'est aujourd'hui une question qui a toujours tendance à être reléguée au deuxième plan, bien qu'elle puisse saper les institutions naissantes de l'Afghanistan et favoriser les activités terroristes et le trafic d'armes.

La question de la sécurité est toujours d'actualité. La sécurité est, à n'en pas douter, l'impératif des Afghans à l'heure actuelle. Le Conseil de sécurité doit, par ses actions, contribuer à satisfaire à cette exigence. Le dernier rapport du Secrétaire général (S/2002/278), en date du 18 mars 2002, faisait très clairement référence à cette question. Le Conseil de sécurité était informé au paragraphe 126 de ce rapport que la sécurité demeurait une exigence essentielle à satisfaire pour mener à bien le processus de paix en Afghanistan. En outre, le rapport exhortait le Conseil à faire de la sécurité le premier projet de reconstruction dans ce pays. La résolution 1401 (2002) a été adoptée ensuite sans qu'il soit possible de tenir compte de cette demande. Le rapport du Secrétaire général dont nous sommes saisis aujourd'hui et l'exposé de l'Ambassadeur Brahimi reformulent cet appel.

Nous comprenons qu'il y a des difficultés à obtenir des forces de police étrangères qui soient disposées à participer à une expansion de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dans des zones extérieures à Kaboul. Cependant, cette réticence légitime de la part de fournisseurs potentiels ne doit pas devenir un argument qui nous permette de tolérer une certaine complaisance de la part du Conseil de sécurité face à une situation sécuritaire capable de saper l'efficacité de ses autres décisions. Tandis que l'on progresse dans la consolidation d'une garde nationale multiethnique et équilibrée sur le plan régional, il incombe au Conseil d'examiner des solutions politiques de rechange pour réagir rapidement à une crise potentielle en Afghanistan. Il convient notamment d'envisager l'expansion de la FIAS à d'autres zones que Kaboul sur la base des modalités décrites par M. Brahimi.

La présence de cellules talibanes et des derniers éléments d'Al-Qaeda en territoire afghan, la fragmentation et la dispersion du pouvoir dans ce pays, la présence continue de commandos militaires indépendants sur tout le territoire, les relations distantes entre le gouvernement central et les provinces, et les récents assassinats politiques sont autant d'arguments qui plaident en faveur d'un examen attentif de la situation sécuritaire de la part du Conseil de sécurité. Le Conseil aurait plus d'éléments de réponse à ce problème s'il pouvait compter à l'avenir sur les conseils militaires voulus, non seulement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et du Secrétariat, mais également des participants de la coalition antiterroriste menée par les États-Unis et l'opération militaire engagée le 8 octobre 2001.

Nous terminerons en revenant sur un des aspects de l'exposé de M. Brahimi sur le processus d'intégration de l'ONU. L'objectif commun est de renforcer les capacités afghanes et de répondre aux priorités définies dans le cadre du développement national de l'Administration intérimaire ; il ne s'agit pas de sacrifier aux priorités nationales d'autres pays. C'est là un principe directeur de la participation de la communauté internationale que la Colombie appuie sans réserve.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais à présent faire quelques observations en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Premièrement, je me joins à ceux qui ont remercié l'Ambassadeur Brahimi de son analyse très importante et perspicace, qui correspond tout à fait à celle que nous avons personnellement faite de la situation actuelle en Afghanistan et de ce qui est désormais prioritaire pour la suite des événements. Nous partageons tout à fait l'analyse faite par plusieurs autres orateurs au cours de ce débat et notre politique globale s'aligne sur celle de l'Union européenne, au nom de laquelle le représentant du Danemark va faire une déclaration tout à l'heure.

J'aimerais maintenant revenir sur quelques points particuliers. Nous sommes reconnaissants à chacun autour de cette table de la gentillesse des observations faites sur le rôle joué par le Royaume-Uni au cours des six mois où il a assumé la direction de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Nous sommes très heureux que la Turquie ait repris dans un esprit très constructif le flambeau de la direction de cette force, à laquelle nous allons continuer d'apporter toutefois une énergique contribution. Nous partageons les préoccupations exprimées par l'Ambassadeur

Brahimi et d'autres relativement à l'insécurité dans les provinces extérieures à Kaboul et à ses répercussions sur l'effort humanitaire de relèvement, et je partage sur ce point l'analyse de mon collègue l'Ambassadeur de France, M. Levitte.

Nous accordons une importance particulière et une attention urgente au progrès de la réforme du secteur de la sécurité, dans le cadre d'une stratégie globale cohérente. Il est très important, par exemple, d'assurer une bonne continuité entre la formation actuelle dispensée à l'armée par les États-Unis – avec l'aide, en particulier, de la France – et la démobilisation des milices privées et les programmes qui s'en chargent. C'est l'un des domaines où il faut une réforme bien structurée du secteur de la sécurité et le Royaume-Uni entend contribuer vigoureusement à cette structure dans le cadre de son importante contribution globale aux activités menées en Afghanistan.

Deuxièmement, nous faisons écho à l'appel lancé par le Représentant spécial aux donateurs afin qu'ils mettent à disposition les fonds déjà promis et permettent ainsi aux efforts de développement menés dans les provinces d'être efficaces et visibles. C'est tout à fait crucial, non seulement pour l'objectif souligné, mais également pour établir la crédibilité de l'Autorité intérimaire aux yeux des Afghans. J'espère par conséquent que les demandes faites par les orateurs autour de cette table ce matin seront entendues par l'ensemble de la communauté internationale.

Je rappelle aux membres du Conseil que le Royaume-Uni accueillera la conférence de coordination de Kaboul sur la lutte contre les stupéfiants le 23 juillet 2002. Ce sera une importante occasion de coordonner les efforts menés dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants avec une planification stratégique globale. Nous aurons quelques propositions précises à faire à cette occasion.

J'ai quelques questions à poser au Représentant spécial. On n'a pas du tout évoqué ce matin, ou dans son exposé, l'incidence de la corruption dans les structures afghanes, ainsi qu'à Kaboul et au sein des administrations locales. Je voudrais qu'il nous dise un mot là-dessus, car si ce fâcheux phénomène commence à se manifester, il faudra l'enrayer très rapidement pour encourager l'ouverture, la transparence et l'honnêteté de l'administration sur tout le territoire afghan.

Deuxièmement, bien que l'Ambassadeur Kolby et d'autres aient déjà souligné l'importance des travaux sur les questions de parité et les questions de droits de la femme, le Représentant spécial peut-il dire quelles sont les structures qui sont mises en place à cette fin par les Afghans eux-mêmes, et quelle capacité de liaison avec ces structures il a à la MANUA pour veiller à ce que les questions féminines soient promues en pratique et sur le terrain.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil. Je poursuis la liste des orateurs au titre de l'article 37. J'invite le représentant de l'Afghanistan à faire sa déclaration.

M. Farhâdi (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, du succès avec lequel vous avez dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de juillet, en vous remerciant particulièrement d'avoir convoqué cette séance publique sur la situation en Afghanistan. Je suis certain que les travaux du Conseil sont en bonnes mains.

Je saisis également cette occasion pour remercier le Secrétaire général, M. Kofi Annan, de son rapport en date du 11 juillet 2002 sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales, dont ma délégation se félicite.

Huit mois ont passé depuis que les représentants des principaux partis d'Afghanistan ont signé l'Accord de Bonn. L'Accord et l'importante contribution qu'y a apporté l'ONU peuvent être considérés comme un des succès éclatants des premiers efforts de rétablissement de la paix de l'ONU du XXIe siècle. C'est avec une grande satisfaction que nous pouvons faire état des importants progrès accomplis depuis cet événement historique. Je tiens, à cet égard, à exprimer la gratitude du Gouvernement et du peuple afghans à l'Ambassadeur Lakhdar Brahimi. L'admiration que nous lui portons a d'ailleurs été exprimée à la Loya Jirga. Nous remercions ses collègues, M. Nigel Fischer et Jean Arnaud, ainsi que tous les autres membres de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) des efforts inlassables qu'ils ont consacrés au processus de paix, au relèvement et à la reconstruction de l'Afghanistan.

L'exposé de l'Ambassadeur Brahimi n'était pas facile, c'était un tour de force. Je l'admire d'avoir pu ainsi résumer autant de points dans l'analyse

particulièrement lucide qu'il nous a soumise au début de cette séance.

Le succès de la Loya Jirga du mois dernier est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire récente de l'Afghanistan. Après deux décennies de conflit armé suivies d'années d'instabilité, le peuple d'Afghanistan a enfin réussi, par le biais de la Loya Jirga, à exercer son droit à l'autodétermination. Suite à cette assemblée historique, un Gouvernement représentatif démocratiquement élu a été mis en place, qui reflète l'unité nationale du pays. Je souligne l'importance à cette occasion de la participation des femmes à ce Gouvernement, la présence d'inspecteurs internationaux pendant la nomination et la sélection des délégués, le caractère relativement compétitif des travaux et l'introduction dans le processus de vote du scrutin secret, qui n'avait jamais été utilisé pendant les Loya Jirga précédentes.

Le retour à une paix et à une stabilité relatives a suscité un flux massif de réfugiés en provenance des pays voisins. Selon des chiffres récents du gouvernement transitoire, entre le 1er mars et le 14 juillet 2002, 1 266 343 réfugiés sont rentrés des pays voisins. Sur ce total, 1 161 443 sont rentrés du Pakistan, 95 583 d'Iran et 9 317 du Tadjikistan, d'Ouzbékistan et d'autres pays.

À leur arrivée, les rapatriés ont énormément du mal à mener des activités ordinaires. Il faut créer des programmes efficaces pour leur fournir des services de logement, d'enseignement et de santé – des préalables à remplir si l'on veut un niveau de vie acceptable pour les rapatriés. Les 100 dollars à titre d'assistance à chaque rapatrié fournis par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ne suffisent pas, dans la mesure où une grande partie de cette somme est affectée au transport d'effets personnels. Il faudrait s'occuper davantage de la restauration des systèmes d'irrigation pour les agriculteurs rapatriés, des projets de déminage et des possibilités d'emploi, en particulier à Kaboul et dans d'autres villes.

Entre autres réalisations, on pourrait citer la création de commissions, comme le prévoit l'Accord de Bonn. Le 21 mai 2002, un décret a crée une commission judiciaire composée d'éminents professeurs et juristes afghans, visant à reconstruire le système judiciaire du pays. De plus, le 6 juin 2002, le Gouvernement transitoire a créé une commission des droits de l'homme, composée d'hommes et de femmes.

En outre, le programme de rentrée scolaire lancé en mars 2002 a permis le retour de plus de 3 millions d'enfants – y compris des filles – dans des établissements d'enseignement. Et le ferme engagement du Gouvernement afghan pour éliminer la culture et le trafic du pavot en Afghanistan a conduit à la destruction de stupéfiants d'une valeur marchande estimée à 8 milliards de dollars.

Malgré cette série de nouvelles positives – j'ai parlé de certaines – il reste beaucoup à faire. Afin d'établir sa pleine autorité à travers le pays, l'Administration de transition a mis au premier rang de ses objectifs la formation d'une armée nationale équilibrée du point de vue ethnique et régional. Pour atteindre cet objectif, l'Autorité de transition a créé une commission chargée de surveiller la collecte d'armes auprès des forces locales, dont certaines travaillent à saper le gouvernement central. Or, seule une atmosphère stable et sûre peut garantir le processus de reconstruction.

Au paragraphe 7 de son rapport (S/2002/737) en date du 11 juillet 2002 concernant l'amélioration de la sécurité en Afghanistan, le Secrétaire général se réfère avec sagacité à l'impact considérable de la faiblesse des ressources sur les efforts de l'Autorité de transition pour étendre son autorité :

> « Les efforts qu'a faits l'Administration intérimaire pour étendre son influence et son contrôle ont avant tout été entravés par le niveau très limité des ressources à sa disposition. Cette restriction a affecté son aptitude à fournir des services, à reconstruire les routes, à créer des emplois. »

La consolidation de la paix et de la stabilité, et la pleine application de l'Accord de Bonn dépendent largement du maintien de l'engagement de la communauté internationale à fournir l'assistance nécessaire à la réfection et à la reconstruction de l'infrastructure sociale et économique afghane. Les programmes de création d'emploi et l'extension de projets à effet rapide à travers l'Afghanistan auront une influence directe sur l'apparition de la sécurité et sur la démobilisation des ex-combattants.

À ce sujet, je voudrais rappeler la récente réunion du Groupe d'appui à l'Afghanistan, tenue à Genève le 11 juillet 2002. M. Ashraf Ghani, Ministre afghan de l'économie et des finances, y a illustré en détail la détresse économique de son pays, et a appelé

instamment au versement à court terme de tous les dons promis lors de la conférence des donateurs tenue à Tokyo en janvier 2002.

Quelques points évoqués il y a un instant par les représentants de divers pays appellent de ma part de brèves observations. Premièrement, je voudrais remercier tous ceux qui ont ici présenté une analyse positive et lucide de la situation en Afghanistan, ainsi que ceux qui ont décrit l'assistance qu'ils lui apportent sous diverses formes. Le Gouvernement afghan apprécie fort le rôle de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (FIAS) – en particulier la direction des forces du Royaume-Uni, qui a entamé une coopération idéale avec le Ministère afghan de la défense. La transmission à la Turquie s'est faite dans les meilleures conditions grâce à la coopération des forces du Royaume-Uni, et aussi parce que les Turcs aident l'armée afghane depuis près de 80 ans.

En ce qui concerne un rôle éventuel de la FIAS au-delà de la capitale, Kaboul, je voudrais dire que, pour l'instant, il n'existe pas de menace imminente exigeant à une action urgente.

Mais il serait sage de songer à l'avenir et à la possibilité d'étendre donc le rôle de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) au-delà de la capitale, Kaboul. Cela pourrait se faire peut-être au cas par cas sans envisager automatiquement de déployer la FIAS sur tout le territoire afghan, mais par exemple à Mazar-e Charif ou dans d'autres lieux choisis en Afghanistan, conformément aux exigences du Ministre afghan de la défense. Je ne pense pas qu'il y ait urgence en la matière, mais il demeure essentiel de songer à ce qui se passera au-delà de Kaboul.

Je pense qu'il ne faut pas imaginer que l'Afghanistan est un pays où personne ne travaille, ou une terre vierge, ou une table rase où rien n'existait. L'Afghanistan avait un gouvernement, une armée nationale, une police et un système judiciaire. Un équilibre régnait dans les relations entre les différents groupes ethniques. Si je peux le dire, l'Afghanistan a connu ses meilleures années au temps des deux guerres mondiales car mon pays n'avait pas pris part à ces deux guerres; il était resté neutre. Mais nous avons dû plus tard en payer le prix. Tout ce qui s'est passé en Afghanistan, je puis l'assurer au Conseil, a été le fait de l'intervention étrangère. Les moudjahidin n'ont pas détruit Kaboul à eux seuls. Tous les moyens utilisés pour détruire Kaboul provenaient, de 1992 à décembre 2001, de sources étrangères.

Je tiens à assurer les membres du Conseil que les Afghans souhaitent ardemment la paix et que, si un salaire décent est offert à tout travailleur, où qu'il se trouve en Afghanistan, pour exécuter des projets d'infrastructure importants et nécessaires – autrement dit, en contrepartie de son travail –, ce travailleur ne sera jamais plus à la solde d'un seigneur de la guerre. Et les seigneurs de la guerre seront relégués dans le passé.

Le Président *(parle en anglais)* : L'orateur suivant est le représentant du Japon. C'est avec un grand plaisir que je souhaite la bienvenue au Conseil à Mme Sadako Ogata, en tant que représentante du Premier Ministre du Japon. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

Mme Ogata (Japon) *(parle en anglais)* : C'est pour moi un grand plaisir d'être présente au Conseil pour débattre de la question importante de l'Afghanistan. Il convient en effet que le Conseil organise cette séance en la présence de l'Ambassadeur Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan. Sa contribution a été largement reconnue. Ayant suivi de près les efforts considérables qu'il a déployés pour faire régner la paix et la prospérité en Afghanistan durant la Loya Jirga d'urgence, je souhaite me joindre à la communauté internationale pour lui transmettre ma gratitude et mon respect les plus vifs pour ses succès.

J'ai visité l'Afghanistan du 13 au 19 juin en tant que représentante spéciale du Premier Ministre Koizumi. Durant ce séjour, j'ai non seulement assisté à la Loya Jirga d'urgence, mais j'ai aussi été en mesure de m'entretenir avec les principaux responsables de l'Administration afghane, y compris le Président Karzai, les dirigeants de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et des membres de la communauté diplomatique. J'ai également eu l'occasion de visiter Kandahar et d'y rencontrer les responsables de l'administration locale et les représentants des organismes des Nations Unies et j'ai visité les camps réservés aux personnes déplacées et aux réfugiés à Spin Boldak et Chaman, localités situées à proximité et au-delà de la frontière avec le Pakistan.

Mon impression générale a été que d'importantes améliorations ont été réalisées depuis ma dernière visite il y a 5 mois. Me fondant sur ce que j'y ai appris,

j'aimerais présenter des observations au Conseil et proposer des voies à suivre.

Le processus de la Loya Jirga d'urgence a commencé par des efforts au niveau des collectivités pour désigner les délégués de l'ensemble du territoire et même de l'étranger. C'était un spectacle remarquable que de voir les 1 650 délégués choisis, dont 200 femmes, assemblés sous une tente gigantesque, faire des déclarations et y réagir publiquement pendant plus d'une semaine. Mes félicitations les plus chaleureuses vont au Président Karzai qui a été élu au scrutin secret, avec un taux d'approbation dépassant 85 %. L'heureuse conclusion de la Loya Jirga d'urgence a été essentielle pour la paix et la reconstruction à long terme en Afghanistan.

En revanche, l'équilibre politique sur lequel repose l'Administration de transition afghane récemment constituée demeure très précaire, comme l'a tout dernièrement souligné l'assassinat tragique du Vice-Président Haji Abdul Qadir. Je tiens à transmettre mon profond regret et mes sincères condoléances au peuple afghan. Ces faits nouveaux rendent donc d'autant plus essentielle la poursuite du soutien de la communauté internationale à l'Administration récemment constituée de façon à garantir des progrès nets dans le processus tant politique que de reconstruction nationale.

Deux questions exigent une attention particulièrement urgente : la sécurité et le prompt retour des réfugiés. Assurer une sécurité adéquate dans l'ensemble du pays est une condition préalable pour que la paix s'enracine et que les efforts de relèvement et de reconstruction s'engagent. Quand j'ai rencontré, dans la province de Kandahar, des Pashtouns déplacés qui avaient fui le nord au cours des derniers mois, ils ont évoqué des menaces à la sécurité et ont demandé le déploiement d'une présence internationale de maintien de la paix dans la région de Mazar-e Charif. Ils regardaient aussi comme des préalables à leur retour la démobilisation et le désarmement des éléments armés, ainsi qu'un dédommagement pour la perte de leurs biens. Vu les faits récemment survenus en Afghanistan, j'ai le sentiment que leurs appels méritent un examen renouvelé du Conseil. Je tiens à joindre ma voix à celles qui demandent le déploiement de la FIAS ou d'autres forces de maintien de la paix dans les zones instables du nord. Il nous faudrait également trouver des solutions pour faciliter le retour des personnes déplacées dans le pays même. En outre, il est important que des efforts internationaux pour aider la réforme et la restructuration des systèmes militaire, policier et judiciaire nationaux, ainsi que la démobilisation et la réinsertion des éléments armés, produisent très rapidement des résultats concrets. J'ai été heureuse d'apprendre, en entendant les précédentes interventions, que c'était le sens dans lequel les membres du Conseil envisageaient de s'engager.

L'autre problème important est la rapidité avec laquelle les réfugiés reviennent, notamment du Pakistan. Lorsque je me trouvais à Kaboul, le millionième réfugié s'est inscrit à son arrivée. À l'école que j'ai visitée à Kaboul, la moitié des étudiants étaient des rapatriés de fraîche date. C'est en soi un signe que la population croit en un avenir meilleur pour l'Afghanistan et il faut s'en féliciter. Des fluctuations apparaîtront nécessairement dans le rythme des retours des réfugiés. Toutefois, leur envergure, grossie par les déplacements dus à la sécheresse et aux affrontements ethniques dans certaines régions, pourrait faire que la capacité d'absorption des communautés d'accueil arrive à saturation. À plus ou mois longue échéance, cela pourrait avoir des répercussions graves sur le climat de sécurité ainsi que sur la stabilité politique de l'Afghanistan. Ce motif de préoccupation a été à plusieurs reprises évoqué par des représentants du Gouvernement que j'ai rencontrés à Kaboul et à Kandahar, et j'ajouterai que cela a été reconnu dans la résolution 1419 (2002) que le Conseil a récemment adoptée.

Afin d'éviter les pires cas de figure et de stabiliser le pays, des mesures immédiates doivent être prises pour fournir des possibilités d'emploi et d'autres formes d'aide aux rapatriés et aux personnes déplacées afin qu'ils puissent s'intégrer rapidement aux communautés locales. L'administration afghane a besoin d'un appui à la planification et à la mise en oeuvre de programmes de développement des communautés.

Comment pouvons-nous procéder maintenant? Gardant à l'esprit le fait que nous nous trouvons dans la phase qui fait suite à la Loya Jirga d'urgence du processus de Bonn, la communauté internationale doit franchir l'étape suivante et commencer la mise en oeuvre à grande échelle de l'aide au redressement et à la reconstruction. À cet égard, je suis heureuse de voir que la réunion des Coprésidents du Groupe directeur pour la reconstruction de l'Afghanistan, qui a eu lieu le 10 juillet à Paris avec la participation du Ministre des

Finances, M. Ashraf Ghani, de l'Administration de transition, et de l'Ambassadeur Brahimi, a fourni une bonne occasion d'examiner les besoins actuels et les ressources promises ainsi que de coordonner la stratégie pour l'avenir.

Sur le plan opérationnel, les efforts de reconstruction à grande échelle, bien qu'attendus, semblent encore en être à l'étape de la planification. D'après la situation que j'ai pu observer sur le terrain, l'aide humanitaire continue de prédominer, alors que le travail de relèvement se situe encore dans un proche avenir. À ce stade, tous nous efforts devraient être consacrés au développement des communautés afin de répondre aux besoins de redressement de la population, ainsi qu'à la réintégration des réfugiés, des personnes déplacées et des anciens combattants.

L'approvisionnement rapide en eau potable et en eau pour l'agriculture, l'éducation, l'assainissement, les services de santé et les projets de réfection des routes feront une différence cruciale à ce tournant décisif. S'agissant des routes, que le Président Karzai a mentionnées à maintes reprises en tant que question prioritaire, j'ai transmis son message à la Banque asiatique de développement en l'exhortant à appliquer rapidement ses plans.

Le Japon considère que le retour et la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées par le biais des programmes du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres institutions humanitaires internationales, associées à des programmes régionaux de reconstruction de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, devraient être la base d'un programme de développement global de cette région. Ce programme, en fait, est en cours d'élaboration sous la direction de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, en étroite coopération avec l'Autorité de transition et les administrations provinciales. Kandahar pourrait être un point de départ. C'est dans ce contexte que le Japon a décidé d'élargir à Kandahar le Programme de redressement et d'emploi en Afghanistan lancé par le Programme des Nations Unies pour le développement – déjà institué avec succès à Kaboul. Le Japon a l'intention de jouer un rôle essentiel dans l'élaboration et l'application de ce plan d'ensemble de développement d'une région. Il annoncera un train de mesures d'assistance important pour l'Afghanistan dans les semaines à venir; le programme de développement global de la région en recevrait une part non négligeable.

Dès le début de ma déclaration, j'ai dit que mon impression d'ensemble de l'Afghanistan était que des progrès importants avaient été faits ces cinq derniers mois. En conclusion, je voudrais vous décrire ce que j'ai vu. Lorsque je suis retournée dans les plaines de Shomali, au nord de Kaboul, les personnes déplacées, qui en janvier prenaient le chemin de leurs foyers en grand nombre, étaient maintenant réinstallées dans leurs communautés d'origine et commençaient à reconstruire leurs maisons. Certaines familles, avaient en fait, déjà achevé cette reconstruction et avaient repris leurs travail artisanal. Des feuilles vertes poussaient sur les vignes dans les champs – un autre signe encourageant de redressement. Ces progrès, même chichement mesurés, permettent au peuple d'Afghanistan de recueillir personnellement les bienfaits de la paix. C'est cela qui est important en fin de compte, et la communauté internationale doit continuer d'apporter son appui à l'Afghanistan pour s'assurer que cette tendance ne s'inverse pas.

Le Président *(parle en anglais)* : Je donne la parole à M. Brahimi afin qu'il réponde aux questions posées et aux observations faites durant la matinée.

M. Brahimi *(parle en anglais)* : Je vais essayer d'être bref. Mais il faut que je dise d'abord combien je suis reconnaissant à tous ceux qui ont pris la parole jusqu'à présent pour leur gentillesse et pour la générosité dont ils ont fait preuve en soutenant nos efforts à Kaboul. Je transmettrai l'expression de cet appui extraordinaire et fort bienvenu à mes collègues, qui, de fait, ont travaillé très dur et qui continuent de travailler très dur afin de mettre en oeuvre le mandat que nous ont confié le Conseil et le Secrétaire général.

Il y a un certain nombre de questions directes qui m'ont été posées, et je vais essayer d'y répondre, à commencer par la question de l'élargissement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et de la sécurité. C'est l'une des questions les plus pressantes. Je vous ai entendu, Monsieur le Président, ainsi que l'Ambassadeur Levitte, dire qu'aucun pays n'est aujourd'hui disposé à répondre à la demande d'élargissement de la FIAS. Mais je crois que le Conseil a accepté d'examiner la situation en Afghanistan et s'est engagé à aider le peuple afghan alors qu'il s'efforce de consolider cette paix si fragile que le Conseil a aidé à instaurer. Le peuple afghan, à

commencer par le Président Karzai, estime dans son ensemble que la FIAS a réussi à Kaboul et pense que la FIAS peut l'aider ailleurs. L'une des dernières personnes qui avaient des réserves sur l'élargissement de la FIAS est Ismaïl Khan, et même lui a dit récemment qu'il accueillerait avec satisfaction un élargissement de la FIAS. Ainsi, en ce qui concerne les Afghans, je crois que c'est ce qu'ils attendent de la communauté internationale. Que la communauté accepte de le faire ou non, c'est une autre question, mais nous devons dire que le peuple afghan continue de demander un élargissement de la FIAS, en tant que contribution majeure, conséquente, importante, et vitale au maintien de la sécurité.

Il y a cinq mois j'ai dit au Conseil qu'à mon avis, il ne serait ni difficile, ni coûteux, ni dangereux d'élargir la FIAS. Après cinq mois, je puis vous dire que j'ai la certitude que cet élargissement est important et qu'il sera efficace. Cela n'exigera pas des dizaines de milliers de soldats; je crois que 5 000 soldats supplémentaires devraient suffire à la tâche. Ce ne sera donc pas très coûteux, et ce ne sera pas dangereux. J'aimerais illustrer un point – celui du danger. Nous éprouvions de grandes craintes que, tout au long du processus de la Loya Jirga, les Afghans et notre personnel ne soient exposés à un danger. Des réunions publiques ont été tenues en 400 endroits différents de l'Afghanistan – dans des villes, des villages, des endroits reculés disséminés sur tout le territoire. Des milliers de personnes – et jusqu'à 15 000 personnes dans un cas précis – ont participé à ces réunions. Ces processus politiques sont toujours l'occasion de confrontations. Or, dans l'ensemble, ces réunions ont été plus paisibles que celles qui se tiennent dans de nombreux autres pays en paix. Il y a eu huit incidents malheureux lors desquels des personnes ont été tuées. Seulement deux d'entre elles étaient clairement liées au processus de la Loya Jirga. Dans les six autres cas, les incidents sont survenus à proximité de réunions et l'on a alors présumé qu'il y avait un lien avec la Loya Jirga, mais ce n'est pas le cas.

En fin de compte, 10 personnes de l'ONU ont participé à ces réunions; chacune d'entre elles était présente dans une région donnée. Il y a également eu 23 observateurs internationaux. C'est tout ce que nous avons eu durant ce processus. Personne n'a été blessé au cours du processus, et nous n'avons eu aucune protection de quiconque.

C'est la raison pour laquelle je dis que c'est ce que la population souhaite et que ce ne sera pas dangereux. Dans quelle mesure est-ce que la population le souhaite? Je pense que c'est devenu évident durant la Loya Jirga elle-même. À la fin de la Loya Jirga, lorsque des médailles ont été attribuées à quelques-uns d'entre nous, la personne la plus applaudie a été le général John McColl. Comparez cela à tout ce qui a été dit au départ – en particulier que les Britanniques ne seraient pas les bienvenus pour des raisons historiques etc., et que les étrangers n'étaient pas les bienvenus en Afghanistan. Je pense que nous avons pu constater que ce n'est pas du tout le cas. Le peuple afghan peut faire la distinction entre les armées qui viennent en amies et les armées qui viennent en conquérantes.

C'est tout ce que je peux dire sur l'élargissement de la FIAS. Mais encore une fois, Monsieur le Président, comme je vous l'ai dit plus tôt, nous vous avons entendu et nous comprenons que pour le moment les gouvernements nationaux ne sont pas vraiment en faveur de cette mesure.

Il a été dit encore une fois autour de cette table, à très juste titre, qu'en fin de compte, la sécurité est la responsabilité des Afghans eux-mêmes. Les Afghans sont très reconnaissants au Conseil de les avoir soutenus pour créer une police et une armée nationales. Les Allemands accomplissent du très bon travail en tant que dirigeants de police, de même que les Américains comme dirigeants de l'armée.

Mais on ne peut pas commencer tout de suite avec la formation. Il faut d'abord discuter patiemment avec les autorités en Afghanistan, pour veiller à ce que les structures de cette armée et de cette police nationales soient en place – que lorsque les gens seront formés, des casernes seront prêtes pour eux; que lorsque les policiers seront formés, ils rejoindront des unités qui les attendront; qu'ils seront payés, etc.

Par conséquent, j'espère sincèrement que le mois prochain nous tiendrons ces discussions avec les autorités et veillerons à ce que les structures soient en place et que tous les éléments qui ont trait à la réforme du secteur de la sécurité dont vous avez parlé, Monsieur le Président, soient en place et agissent de façon concertée – programme de démobilisation; réinsertion des soldats, que ce soient à l'intérieur ou à l'extérieur de la future armée et de la future force de police; et création d'une nouvelle armée. Tous ces éléments doivent être présents, et je pense qu'ils le

seront si nous travaillons de concert avec le Président Karzai, qui est d'un très grand soutien dans ce processus, et que nous lui donnons tout l'appui nécessaire.

Le Président Karzai accorde une importance extrême à la question de la corruption, et il en parle très souvent. Il en a parlé dans des termes très vigoureux dans le cadre de la Loya Jirga, où il a dit que la corruption doit être éliminée en Afghanistan. À Genève et à Paris, le nouveau Ministre des finances, M. Ashraf Ghani, a transmis ce message du Président Karzai, et il nous a dit, par exemple, qu'il ferait en sorte que le processus d'appel d'offres pour le système de téléphonie mobile soit tout à fait transparent et qu'il n'y ait aucun irrégularité, à tous les niveaux et à toutes les étapes, dans ce domaine. Je pense que le Gouvernement est conscient de cela. Il est prêt à faire sa part, et je pense que nous devons tenter de l'aider à le faire.

Nous devons être très prudents dans un domaine, à savoir la lutte contre la culture et le trafic de drogues. C'est un autre domaine où la corruption peut s'infiltrer, et je pense que le Royaume-Uni, comme pays chef de file, le Gouvernement de l'Afghanistan et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues en sont bien conscients. Ils doivent rester vigilants et s'assurer qu'ils ne sont pas dirigés sans le savoir vers des situations où la corruption est chose commune.

Pour revenir un instant sur le secteur de la sécurité, j'ai mentionné qu'un jeune homme avait été tué le mois dernier alors qu'il était détenu par le service des renseignements. J'ai dit que cela n'était pas acceptable, et le Président Karzai a également déclaré à plusieurs reprises que c'était inacceptable. Il a dit que le service des renseignements ne doit pas être un organe qui fait peur au peuple afghan, et qu'il faut créer une situation dans laquelle le peuple afghan pourra s'enorgueillir de son service des renseignements plutôt que de le craindre.

Je pense que le projet visant à entreprendre la réforme de cet organe est très urgent. Il est extrêmement important de le faire, et le Gouvernement et le Président sollicitent un appui dans cet effort. Je pense que cet appui peut être fourni aux pays qui participent à la réforme du secteur de la sécurité, sous la direction des États-Unis, et nous en tant que MANUA allons certainement apporter notre contribution à cet effort.

Quelles sont les structures qui sont en place maintenant pour les femmes? Il y a un ministère et, comme plusieurs représentants l'ont mentionné, 200 femmes ont participé à la Loya Jirga. Ces 200 femmes et plusieurs autres ont tenu une réunion avant la Loya Jirga. Mon conseiller sur les questions concernant les femmes a joué un rôle de chef de file pour les aider à participer à cette Loya Jirga et, ce qui est plus important, à créer un réseau qui assistera ces femmes, qui vont rentrer dans leurs villes et villages. Ils comptent beaucoup sur le fait que ce soit un élément important pour aider les femmes à obtenir des emplois et à exercer un plus grand nombre de leurs droits qu'avant.

Mais je vous en prie – travaillons encore une fois sur des ordres du jour qui sont afghans, en faveur de la population de l'Afghanistan. Nous ne pouvons pas élaborer des programmes loin de l'Afghanistan et ne pas tenir compte du fait que nous avons affaire à un pays qui est conservateur, un pays qui a des traditions, un pays qui est fier de ses traditions. Assurons un suivi et aidons les femmes de l'Afghanistan; ne leur imposons pas des ordres du jour qui vont se retourner contre elles si l'on ne fait pas attention.

Je vais revenir cet après-midi et je resterai peut-être un peu plus longtemps, si nécessaire.

Le Président *(parle en anglais)* : Je remercie le Représentant spécial de ses réponses très claires aux questions posées.

C'est maintenant l'heure du déjeuner et, avec l'assentiment du Conseil, j'ai l'intention du suspendre cette séance maintenant et de la reprendre à 15 heures.

La séance est suspendue à 13 h 35.